

**DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 NOVEMBRE 2025
N° 2025-14**

**Approbation du procès-verbal du Conseil d'administration
du 27 juin 2025**

Le Conseil d'administration de l'Institut national de l'information géographique et forestière, réuni le 28 novembre 2025,

DELIBERE :

Article 1 : Le procès-verbal du Conseil d'administration du 27 juin 2025 joint à la présente délibération est approuvé.

Article 2 : La présente délibération sera publiée sur le site internet de l'Institut.

Le Président

Signé par :

750B39D0F4C249D...

Frédéric GUEUDAR DELAHAYE

@

PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 27 JUIN 2025

Présentiel et Audio/Vidéo conférence

Membres participants :

Président,

M. Frédéric GUEUDAR DELAHAYE, conseiller d'État.

Représentants de l'État :

Mme Amélie COANTIC, directrice, adjointe au commissaire général au développement durable, ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, titulaire ;

Mme Régine ENGSTRÖM, adjointe au directeur général de la prévention des risques, ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, titulaire ;

M. Julien TURENNE, directeur général adjoint de l'aménagement, du logement et de la nature, ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, titulaire ;

M. Rémi MASSON, sous-directeur gouvernance et pilotage, service gouvernance et gestion de la politique agricole commune, direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises, ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, titulaire ;

M. Thierry DELDICQUE, adjoint au chef de service du numérique, secrétariat général, ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, titulaire, donne pouvoir à M. Rémi MASSON ;

M. Olivier LE DUFF, chef du bureau emploi 2 de la division emploi des forces-protection de l'État-Major des armées, ministère des Armées, titulaire, donne pouvoir à M. Frédéric GUEUDAR DELAHAYE ;

M. Bruno PATIER, adjoint au sous-directeur écologie, logement et transports, direction du budget, ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, titulaire ;

Mme Marina FAGES, sous-directrice missions foncières et de la fiscalité du patrimoine, ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, titulaire ;

Mme Caroline PILOT, adjointe au chef du pôle transverse d'information géographique et de géomatique, direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, ministère de l'Intérieur, suppléante.

Représentants de la filière forestière :

M. François BONNET, directeur général adjoint de l'Office national des forêts ;

Mme Anne DUISABEAU, présidente de France Bois Forêt, donne pouvoir à M. François BONNET.

Personnalités qualifiées :

M. Charles HUOT, président du pôle de compétitivité Cap Digital 2019, fondateur et président-directeur général de People in the Sun ;

M. Nicolas BAUQUET, directeur de l'Institut Paris Région ;

Mme Blandine VINSON-ROUCHON, ingénieure générale de l'armement 2e section, donne pouvoir à M. Frédéric GUEUDAR DELAHAYE.

Représentants du personnel :

Mme Anne SAMICA, titulaire (CGT) ;

M. Matthieu LE MASSON, titulaire (CGT) ;

Mme Marine ROUGIER, titulaire (CGT) ;

M. Moussa COULIBALY, suppléant (CGT) ;

Mme Noémie GRÉMEAUX, suppléante (CFDT) ;
M. Stéphane PELLE, titulaire (CFDT) ;
M. Thierry TOUZET, titulaire (UNSA).

Membres titulaires absents excusés :

M. Roland DE LARY, directeur général du Centre national de la propriété forestière, titulaire ;
M. Hervé MARTIN, chef du secteur mathématiques, physique, nanosciences, STIC, service de la stratégie de la recherche et de l'innovation ; ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, titulaire ;
M. Pierre CHASTANET, chef du pôle transverse d'information géographique et de géomatique, direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, ministère de l'Intérieur, titulaire.

Participant avec voix consultative :

M. Sébastien SORIANO, directeur général de l'IGN ;
Mme Bénédicte TRÉGARO, agente comptable de l'IGN ;

Participant également à la séance sans voix délibérative :

M. Thierry COURTINE, chef du service de la recherche et de l'innovation, ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, suppléant (voix délibérative jusqu'à l'arrivée de Mme Amélie COANTIC, titulaire) ;
M. Frédéric DELPORT, directeur adjoint du Centre national de la propriété forestière ;
M. Olivier GUILBAUD, chargé de mission auprès du contrôleur budgétaire de l'IGN ;
Mme Julie PAVAN, cheffe du bureau de la tutelle, service de la recherche et de l'innovation, Commissariat général au développement durable, ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche ;
M. Alain BLAZEKOVIC, chargé de tutelle de l'IGN, service de la recherche et de l'innovation, Commissariat général au développement durable, ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche ;
et de la prévention des risques ;
M. Nicolas PAPARODITIS, directeur général adjoint de l'IGN ;
M. Philippe GERBE, secrétaire général de l'IGN ;
M. Stéphane VALOIS, secrétaire général adjoint de l'IGN ;
Mme Nathalie QUELQUEJEU, directrice des ressources humaines de l'IGN ;
Mme Dominique JEANDOT, directrice de la communication de l'IGN ;
M. Guillaume MELLIER, directeur des programmes et de l'appui aux politiques publiques de l'IGN ;
M. Claude PÉNICAND, directeur adjoint des programmes et de l'appui aux politiques publiques de l'IGN ;
M. Bertrand PAILHES, Directeur des données, des cartes, de la forêt et des territoires de l'IGN ;
M. Thimothée ROYER, chef de produit Forêt-Agriculture-Environnement, Direction des données, des cartes, de la forêt et des territoires de l'IGN ;
M. Alexandre TISSERANT, directeur de l'observation de la Terre et du positionnement de l'IGN ;
M. Alexandre PAUTHONNIER, directeur adjoint de l'observation de la Terre et du positionnement de l'IGN ;
M. Igor CAMBRESY, chef du service de l'Immobilier et de la logistique de l'IGN ;
M. Jean-François BUGEAU, chef du département la politique immobilière et suivi budgétaire, service de l'Immobilier et de la logistique de l'IGN ;
Mme Christelle DION, assistante du secrétaire général de l'IGN ;
Mme Julie CRESSIOT, transcriptrice de la Compagnie des rédacteurs.

Nombre de personnes ayant voix délibérative : 21.

Ouverture de la séance du conseil d'administration à 9 h 33.

M. le Président ouvre la séance.

M. PHILIPPE GERBE établit la liste des présents. Il note que MM. DELDICQUE, LE DUFF, et Mmes VINSON-ROUCHON et DUISABEAU ont donné un pouvoir. Par ailleurs, aucun représentant du ministère de la Recherche et de l'Enseignement n'est présent.

M. le Président accueille les nouveaux membres, dont M. Julien TURENNE, adjoint au directeur général de l'Aménagement, du logement et de la nature, et Mme Marina FAGES qui est désormais titulaire. Il remercie encore les équipes de l'IGN pour leur accueil sur le site de Beauvais, le secrétariat général pour l'organisation de ce conseil délocalisé. Cette initiative est une très bonne idée, cela permet de découvrir d'autres activités et d'autres sites que ceux habituels à Saint-Mandé.

M. Sébastien SORIANO estime que c'est un honneur d'accueillir le Président sur le site de Tillé-Beauvais. Depuis qu'il est à l'IGN, c'est la première fois qu'un conseil d'administration est organisé en dehors du site de Saint-Mandé, et il note qu'un grand nombre de membres s'est déplacé. Par ailleurs, ce jour célèbre également les 85 ans de la signature du décret de création de l'institut géographique national, un des derniers actes de la III^e République, dans une période alors particulièrement mouvementée, preuve que l'IGN est présent dans toutes les situations.

M. le Président fait part d'un heureux hasard du calendrier pour rendre hommage à cette création.

Mme Anne SAMICA lit une déclaration liminaire pour la CGT :

« La CGT alerte une fois de plus sur la situation budgétaire inquiétante de l'IGN. Quand la direction générale et les ministères de tutelle ferment les yeux et envoient l'IGN dans le mur, ce sont les personnels qui trinquent. La non-signature du COP est un signe alarmant et significatif a minima du désintérêt de nos ministères, voire de la volonté de sabrer encore un peu plus les services publics, à l'image des attaques perpétrées par le Premier ministre contre les institutions chargées de défendre l'environnement, la santé publique et les travailleurs et travailleuses, comme l'OFB, les parcs nationaux, l'Agence nationale de sécurité sanitaire pour l'environnement, l'alimentation et le travail ou le Muséum d'histoire naturelle, l'ADEME, etc.

Le rapport du sénateur Capo-Canellas fait un constat sans appel : la direction générale et les tutelles ont conduit l'IGN dans l'impasse, une fois encore. Cette année, le sénateur Vincent Capo-Canellas, membre de la Commission des finances, écrit dans son rapport, ce que la CGT-IGN n'a eu de cesse de dénoncer : « La crise budgétaire de l'établissement n'est pas un accident de parcours, mais les conséquences directes de choix stratégiques défaillants portés par la direction générale et validés, voire imposés par les tutelles ministérielles. »

La dépendance aux grands projets, loin de garantir la stabilité économique a enfermé l'IGN dans un modèle précaire. Ce modèle lancé par la direction a fragilisé l'établissement en le privant de ressources pérennes pour ses missions de base. La gratuité des données publiques, si elle répond à un objectif légitime de service public, a été décidée sans qu'aucune compensation sérieuse et durable ne soit mise en place. Le déficit structurel qui en résulte était prévisible, car évident.

Le sénateur met en cause la gestion de l'établissement allant jusqu'à considérer que la gravité de la situation a été masquée en utilisant un phénomène de « cavalerie budgétaire ». Les excédents de trésorerie liés aux grands projets ont temporairement caché le déficit structurel des activités courantes. Cette fuite en avant budgétaire a empêché un débat transparent avec les personnels sur les enjeux réels. Loin de résoudre ces difficultés, la direction générale persiste

dans cette direction, en déshabillant les productions socles au profit d'hypothétiques financements via les projets en appui aux politiques publiques. Ainsi la direction décide de s'en prendre au personnel avec la fin des recrutements sur des postes de techniciens de production, le non-renouvellement des agents et agentes en CDD, la mobilité des titulaires du socle vers les activités financées sur convention et la réduction annoncée de 30 % des effectifs de production en 5 ans, prétendument compensables par les innovations, l'intelligence artificielle, etc. La CGT revendique :

- *un financement pérenne des missions de base : la SCSP doit être rehaussée à un niveau garantissant l'intégralité des activités fondamentale et un suivi indépendant des activités financées par la SCSP, par rapport aux activités liées à des financements complémentaires, soit les projets ;*
- *la compensation intégrale des pertes de recettes liées à la gratuité des données ;*
- *un plan pluriannuel concerté avec les agents (on parle bien de « concerté », une vraie concertation, ce n'est pas une concertation à la mode Bayrou) ;*
- *l'arrêt des logiques de court terme avec une loi de programmation des moyens de l'IGN pour garantir sa souveraineté et ses capacités à long terme.*

Dans l'immédiat, nous demandons l'embauche en CDI ou sous statut des CDD de l'IGN. »

M. le Président la remercie et donne la parole à M. PELLE.

M. Stéphane PELLE fait la déclaration suivante :

« Les élus CFDT-IGN ne peuvent pas être à Beauvais aujourd'hui pour différentes raisons, notamment pour répondre à des attentes de ministères comme le MINARM qui font confiance à l'IGN et à ses partenaires industriels.

Vous pourrez constater au service de l'imagerie et de l'aéronautique (SIA) la qualité et les efforts du personnel, comme dans tous les services de l'IGN, pour mettre à profit les évolutions technologiques, malgré la gestion difficile de ressources humaines de plus en plus limitées et certaines évolutions organisationnelles inexplicables par l'encadrement de proximité.

Comme la délégation CFDT-IGN qui est venue en mai dernier à Beauvais, nous vous souhaitons des échanges instructifs avec le personnel du SIA, dont les élus CFDT au comité social d'administration pourront être les porte-paroles. »

M. PHILIPPE GERBE rappelle que la réunion est enregistrée pour faciliter la rédaction du procès-verbal.

1 Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 14 mars 2025 (délibération n° 2025-08)

M. le Président vérifie que toutes les observations ont pu être transmises sur le procès-verbal, et ont été intégrées puis procède au vote.

M. le Président procède au vote.

La délibération n° 2025-08 est adoptée à l'unanimité des membres votants.

Pour : 21

Abstention : 0

Contre : 0

2 Point d'étape par le directeur général sur les priorités de l'établissement

M. Sébastien SORIANO indique qu'à la suite de la lettre reçue par la ministre renouvelant son mandat, en cohérence avec les travaux préparatoires du contrat d'objectifs et de performance, il a entamé un travail avec le comité de direction et les chefs de service de l'IGN pour développer des orientations stratégiques via une dizaine de chantiers. Concernant le mixte technologique, un comité des commanditaires (principales régions françaises et administrations centrales) a été réuni trois fois au sujet de la cadence d'acquisition des imageries en combinant l'imagerie satellite et aérienne, grâce à un partenariat avec le CNES qui démontre une réelle implication des acteurs. Il fait part de l'installation récente de l'IGN sur le site du CNES à Toulouse, symbolisant cette alliance. Sur le thème du jumeau numérique, le projet a été auditionné cette semaine par le jury de France 2030. Un travail en parallèle sur la mise à jour du LiDAR a fait l'objet de discussions préliminaires dans le cadre du COP, sujet complexe.

Il mentionne aussi un partenariat avec l'Allemagne et le BKG sur le jumeau numérique dans le domaine forestier, qui fera l'objet de la signature d'un *memorandum of understanding* le 15 juillet à Mayence, lors du comité technique préparatoire au conseil des ministres franco-allemand, qui est lui-même prévu pour la fin août. Il ne note aucune actualité particulière sur la forêt, à l'exception de la mise en place des enjeux de la BD forêt V3, en remerciant la direction générale de la performance économique et environnementale du ministère chargé de l'agriculture pour sa confiance.

Concernant l'école de l'IGN, l'ENSG géomatique, il évoque un travail sur sa marque et son attractivité, pour renforcer sa visibilité et la taille des promotions de cette école d'ingénieurs. Le secteur demande en effet à augmenter le nombre de personnes formées. L'ENSG géomatique sera désormais renommée, dans les communications, en Géodata Paris. Le nom réglementaire reste Ecole national des sciences géographiques. Les personnels de l'école et la tutelle, CGDD et secrétariat général, en ont été informés avant de mettre en place des logos et des éléments de communication pour la rentrée.

Une commission IGN Défense a été tenue avec le ministère des Armées pour matérialiser les enjeux de projection dans le nouveau contexte géopolitique et les apports des innovations de l'IGN.

Il évoque encore le mode produit, dont le programme beta.gouv fêtait ses 10 ans le 26 juin, occasion de montrer le rapprochement très fort entre l'IGN et la DINUM. L'IGN lance ce mode produit sur 8 premiers produits en plus de ceux développés dans le cadre de la fabrique des géocommuns.

Au niveau gouvernemental, des travaux visent à donner davantage de visibilité à l'offre de l'IGN et à créer un réflexe IGN parmi les administrations. Une plaquette présente succinctement l'activité de l'IGN pour les administrations et les enjeux thématiques pour clarifier l'offre de l'établissement. Il espère que ces travaux gouvernementaux déboucheront sur des enjeux concrets notamment pour promouvoir la géoplateforme : les premières confirmations apportent des éléments très positifs pour l'équilibre économique de l'IGN, effet de mutualisation bénéfique pour tous.

Au regard des enjeux économiques, à la suite du rapport de l'IGEDD sur le modèle économique de l'IGN, l'établissement met en œuvre les engagements pris vis-à-vis des tutelles (CGDD, direction du budget de la DGPE) pour participer à des gains d'efficacité qui se traduisent de plusieurs manières :

- la réinternalisation de l'infogérance de la géoplateforme, important chantier opérationnel conduit par la direction des systèmes d'information qu'il remercie ;
- l'automatisation des productions avec un travail de projection des bases de données topographiques (projet BD France) qui s'accompagne d'un dimensionnement des équipes (non-renouvellement des départs en retraite des opérateurs techniciens de production) et

d'un certain nombre de contrats, notamment pour le registre parcellaire graphique, passés à des agents sous statut pour la plupart.

Ces éléments feront l'objet d'un certain nombre de concertations avec les organisations syndicales. Il évoque encore la conclusion de la négociation sur la question de la rémunération des agents forestiers en parallèle d'une réforme sur le temps de travail des forestiers qui est actée. L'ensemble a entraîné quelques tensions et un peu de retard dans les productions de l'inventaire forestier qui ont retrouvé désormais leur rythme et travaillent à rattraper ce retard.

M. le Président le remercie pour cette présentation riche qui illustre les initiatives et les démarches engagées pour faire face aux enjeux.

M. Matthieu LE MASSON demande des éléments officiels sur les COP.

M. Thierry COURTINE fait part de l'avancement du COP IGN arrivé en procédure de finalisation complète, mais il a été demandé de ne pas signer de COP, dans l'attente des annonces du Premier ministre qui pourraient arriver sur la refondation de l'action publique. Cette suspension est d'ailleurs valable pour tous les COP en cours des opérateurs de l'État, et ne concerne pas que l'IGN. Le Cerema est aussi impacté par exemple.

M. Bruno PATIER confirme que Matignon a fait cette demande de ne signer aucun COP jusqu'à nouvel ordre, et d'attendre des annonces a priori courant juillet. Il confirme par ailleurs que les travaux ont bien avancé avec l'IGN et le CGDD, et il rappelle qu'il lie l'exercice à la question d'une trajectoire équilibrée de l'établissement, même si les exercices sont distincts. Cela nécessite encore quelques discussions.

M. Thierry TOUZET note que les réponses sont claires, mais que cela augure d'un flou encore plus grand. Il demande si les membres du conseil mesurent dans quelle ambiance et quel contexte les agents et agentes doivent travailler, alors qu'on vient leur dire qu'une refondation peut advenir. Que ce soit général ou pour l'ensemble des établissements, cela ne rassure pas non plus le personnel, et il espère que tous mesurent la situation. Il estime déplorable de travailler dans cette ambiance.

M. le Président répond que tous sont dans l'attente de la signature de ce COP, élément important pour l'établissement. Mais d'affirmer que ce contexte n'est pas propre à l'établissement lui semble être une information importante.

M. Thierry TOUZET estime que sa réponse est d'autant moins rassurante.

3 Approbation du rapport d'activité 2024 (délibération n° 2025-09)

Mme Dominique JEANDOT, directrice de la communication de l'IGN, présente ce rapport dont elle a imprimé quelques exemplaires avant son approbation et sa diffusion. Il a été construit autour de quatre axes stratégiques majeurs qui permettent à l'IGN de se positionner selon deux évolutions, tout d'abord en tant qu'opérateur Data de la République enrichissant une posture d'observatoire du territoire, mais aussi autour des communs, au service de la souveraineté. Ce rapport a aussi mis l'accent sur la forêt, sujet important à valoriser grâce aux expertises et données IGN.

Mme JEANDOT souligne le parti pris éditorial de ce rapport par ses textes courts, ses illustrations riches et parlantes représentant la variété des projets portés par l'institut, les deux concourant à une dynamique de lecture, reflet de la dynamique des activités de l'IGN dans sa production de données et ses évolutions technologiques. La couverture est dédiée à l'illustration de la production cartographique grâce à l'IA (occupation des sols à grande échelle).

Quant au contenu, il est rédigé en 4 chapitres d'information, et comporte à la fin les chiffres budgétaires et comptables ainsi que les données du bilan social :

- Chapitre 1 : présentation des activités autour de l'observation du territoire en continu et de la production données, afin de valoriser les productions de l'IGN appliquées à ses différents grands projets au service des politiques publiques (cartographie 3D de la France, cartographie des habitats naturels, inventaire des plans d'eau...) ; elles illustrent la dimension cartographe de l'anthropocène de l'Institut.
- Chapitre 2 : présentation des communs au service de la souveraineté par la mise en avant de certains projets emblématiques de l'IGN (cartes.gouv.fr et géoplateforme, prémices d'un projet de cartographie européen OME2, et Datalliance en 2024).
- Chapitre 3 : mise en valeur des forêts françaises par la diversité des données et des travaux de l'institut (inventaire annuel, l'observatoire des forêts françaises).
- Chapitre 4 : présentation des projets et outils de l'IGN, cartographe de la nation et compagnon des découvertes des Français.

Elle remercie les membres de bien vouloir approuver ce rapport.

M. le Président la remercie pour la rédaction de ce rapport qui illustre parfaitement le savoir-faire et l'activité de l'établissement.

Mme COANTIC arrive en séance à 10 h 05.

M. Stéphane PELLE note que ce rapport d'activité montre en effet une grande partie des travaux de l'IGN dans un contexte budgétaire difficile. Il indique que la CFDT votera pour.

M. Matthieu LE MASSON fait part de son enthousiasme pour la qualité de communication du document, mais il déplore l'invisibilisation des activités et de la technique de production. Il regrette l'absence de lien entre le rapport d'activité et le plan d'activité annuel. Sans remettre en question l'édition et l'esthétisme du document, la CGT votera contre, comme elle l'a fait les années précédentes.

M. le Président estime que ce document valorise les activités de l'IGN, et il estime indispensable, dans le contexte actuel, de pouvoir communiquer positivement sur l'institut en interne comme à l'extérieur

M. le Président procède au vote.

La délibération n° 2025-02 est adoptée à la majorité des membres votants.

Pour : 18 Abstention : 0 Contre : 3 (CGT)

4 Composition et rôle de la Commission des marchés et de la commission d'appel d'offres (délibération n° 2025-10)

5 Délégations de pouvoir données au directeur général (délibération n° 2025-11)

M. Philippe GERBE, secrétaire général de l'IGN, rappelle que lors du conseil d'administration du mois de mars il fallait mettre en cohérence certains éléments demandés par le décret GBCP de 2012 sur la fixation des montants des engagements de dépenses. Par ailleurs, les cinq délibérations votées au mois

de novembre sur les délégations de pouvoir au directeur général devaient être regroupées en une seule. Avec le Président, il propose deux délibérations : l'une dont est extrait le texte qui compose le rôle et la composition de la commission des marchés de la commission de l'appel, l'autre rassemble toutes les délégations de pouvoir du directeur général ainsi que certains seuils d'engagement de dépenses.

La première délibération reprend le texte voté lors du CA du 29 novembre pour la composition de la commission des marchés (pour tous les marchés supérieurs à 150 000 € pour la communication, 400 000 € pour les services, 1 M€ pour les travaux et fournitures et pour tous les subséquents des accords-cadres au-delà de 400 000 €) et de la commission d'appel d'offres. Il tient à remercier l'implication de M. MASSON maintenu dans son rôle de représentant du conseil d'administration au sein de la commission des marchés.

La deuxième délibération regroupe les cinq concernant la délégation de pouvoir au DG. Quelques améliorations sur la forme du texte ont été apportées. Y ont été ajoutées aussi des autorisations d'engagements de dépenses correspondant aux délégations, ainsi que le fait de rendre compte au conseil d'administration ces délégations et leur utilisation à la séance suivante ou une fois par an (novembre pour les tarifications et mars pour les dépenses et recettes).

Il fait part encore d'autres petites modifications :

- La délégation d'aliénation de bien immobilier a été supprimée puisque le décret de l'IGN n'autorise pas le conseil d'administration à la déléguer au directeur général. En revanche, cette délégation d'aliénation a été réintroduite dans le futur projet de décret.
- Le seuil des baux (inférieurs à 12 ans) et location que l'IGN signe en tant que bailleurs est passé de 400 000 € à 1 M€ par an, notamment au regard du bail payé par Météo France à Saint-Mandé qui s'élève entre 600 000 et 700 000 € par an ce qui obligerait de valider les conditions d'hébergement à chaque conseil d'administration. Ce seuil pourrait encore évoluer avec l'arrivée de l'OFB en 2027.
- Sur les dépenses, il note l'ajout d'une délégation d'acquisition immobilière qui ne figurait pas avec un seuil de 400 000 €, bien qu'aucun projet ne soit envisagé dans les prochaines années.
- Enfin un seuil à 2 M€ est fixé pour les autorisations d'engagement de dépenses concernant les contrats hors marchés, hors acquisitions immobilières, etc., notamment pour les versements de subventions aux associations. Ces subventions ont été adressées à 63 organismes (1,72 M€, dont 600 000 € pour les cantines et 700 000 € pour les associations du personnel) et 40 élèves (Erasmus) en 2024. La subvention la plus élevée (un peu plus de 500 000 € par an) est celle de la restauration d'entreprise de Saint-Mandé, selon une convention sur 3 ans.

M. le Président note que les deux délibérations proposées (la première sur une reconduction de l'existant centré sur le fonctionnement des marchés et la deuxième sur les délégations) visent à se mettre en conformité avec les textes existants et à concilier le contrôle assuré par le conseil d'administration et la nécessité de ne pas entraver le fonctionnement au quotidien conduit par le directeur général.

M. Matthieu LE MASSON explique que la CGT votera pour ces délibérations et donnera sa confiance envers le directeur général, afin de préserver un juste milieu entre efficacité et contrôle.

M. le Président procède aux votes.

La délibération n° 2025-10 est adoptée à l'unanimité des membres votants.

Pour : 21

Abstention : 0

Contre : 0

La délibération n° 2025-11 est adoptée à l'unanimité des membres votants.

Pour : 21

Abstention : 0

Contre : 0

6 Attribution de l'accord-cadre de photo-interprétation (délibération n° 2025-12)

M. Philippe GERBE, secrétaire général de l'IGN, présente ce point avec l'appui de M. Bertrand PAILHES le directeur et M. Thimothée ROYER, qui sont à distance. Cet accord-cadre vise à sous-traiter des travaux de photo-interprétation et a été découpé en 3 lots.

- Le premier lot a vocation à appuyer l'IGN en cas de besoin (septembre à novembre) pour réaliser la première phase de la mise à jour du registre parcellaire graphique (RPG) de l'ASP, dans une limite de 5 départements sur les 33 en moyenne faisant l'objet d'une mise à jour chaque année.
- Le deuxième lot concerne la production de l'occupation des sols à grande échelle et sa mise à jour, dont les deux premiers millésimes se terminent à l'automne. Cette production consiste en de nombreux traitements automatiques grâce, notamment, à l'intelligence artificielle sur des images aériennes, puis une correction interactive par des photo-interprètes qui modifieront ce que l'automatisme n'a pas pu faire. Il est prévu que cette phase manuelle sous-traitée le soit aussi dans les futures mises à jour, pour un montant maximum de 5 M€.
- Un autre lot générique servirait éventuellement à faire, d'une part des productions d'annotations, de manière à alimenter l'intelligence artificielle et les calculs automatiques qui en découlent (détection de végétation en ville ou de changements par exemple), et d'autre part la reprise de données à l'issue de traitements automatiques (haies dans des zones très ou peu bocagères par exemple).

Six sociétés ont répondu, dont une n'a pas répondu qu'au lot 2. Le classement a fait l'objet d'un examen par la commission des marchés le 12 juin dernier. On retrouve des entreprises qui ont déjà travaillé sur l'OCSGE par exemple (Avineon, Geofit, 1Spatial, CLS) et un nouvel arrivant (Digitani). Le premier lot est un lot dit en cascade, avec un fonctionnement très rapide pour avoir une réactivité très forte pour la production du RPG : en cas de besoin, l'IGN sollicitera la première société du classement, puis la deuxième si la première ne peut pas répondre, puis la troisième, etc. L'ordre de classement est donc important pour ce lot.

Il ajoute qu'il manquait un article dans la délibération qui avait été proposée. Il a été ajouté dans la délibération mise au vote. Cet article est directement lié à la délégation précédente, et précise que le directeur général est autorisé à signer tous les actes nécessaires à son exécution et à engager les dépenses correspondantes. La délibération envoyée ne comportait que l'attribution et non la délégation d'engagement des dépenses alors que les membres viennent de voter une délibération qui allait dans ce sens.

M. le Président remercie les membres de la commission des marchés dont le travail en amont est très utile pour proposer de valider leur analyse.

M. Thierry TOUZET demande dans quels pays sont faites les productions, et non les sociétés.

M. Philippe GERBE répond de tête qu'Avineon est en Inde, Geofit au Maroc (Casablanca), Digitani en

France. Il n'a pas en tête la localisation de 1Spatial.

M. Thimothée ROYER précise qu'Avineon est en Inde, Geofit au Maroc, 1Spatial en Tunisie et a un sous-traitant en Inde, Digitani est en France et CLS en Roumanie.

M. Thierry TOUZET espère qu'ils ont compris sa question au regard des réponses apportées, et mettent cela en relation sur la baisse des techniciens de production en France. Ils voteront pour cette production en Inde, en Tunisie, en Roumanie.

Mme Anne SAMICA dénonce la baisse des moyens de production qui ne convient pas à la CGT. Par ailleurs, elle signale la perte des compétences, y compris pour contrôler ce qui sera sous-traité. La CGT votera contre.

M. Stéphane PELLE indique que la CFDT fait habituellement confiance à la commission des marchés. Or, elle est dérangée par la sous-traitance de la photo-interprétation alors que l'IGN a des opérateurs. La CFDT s'abstiendra. Il ajoute que cette commission est présidée depuis au moins une dizaine d'années par un membre du Conseil d'État qui est particulièrement bienveillant et pédagogue avec les agents de l'IGN qui lui présentent un dossier. La CFDT souhaiterait le remercier de sa bienveillance (M. Jacky RICHARD).

M. le Président procède au vote.

La délibération n° 2025-12 est adoptée à la majorité des membres votants.

Pour : 15 Abstention : 2 (CFDT) Contre : 4 (CGT et UNSA)

M. Sébastien SORIANO veille à ce que la photo-interprétation reste une compétence en maîtrise à l'IGN, qui ne peut cependant pas proposer que l'ensemble de l'activité soit réalisé par les opérateurs de l'institut. L'IGN veille à ce que cette compétence reste maintenue, parce qu'elle est essentielle à l'IGN.

M. Thierry TOUZET remarque, en tant que technicien de l'IGN, qu'il est compliqué de faire de l'OCSGE en Inde par un Indien qui observe le territoire français.

7 Autorisation de la dématérialisation des bulletins de paie (délibération n° 2025-13)

Mme Nathalie QUELQUEJEU, directrice des ressources humaines de l'IGN, présente le projet de dématérialisation des bulletins de paie, dans le contexte de la mise en place d'un nouveau système d'information RH qui sera opérationnel au 1^{er} janvier 2026, après la bascule dans RenoIRH paie. L'IGN fait partie des opérateurs pilotes pour intégrer le SIRH et la paie et en profite pour dématérialiser les bulletins de paie selon un décret datant de 2016. Cette possibilité de dématérialisation sera offerte aux agents dans ENSAP. C'est à la fois un lieu de stockage des documents relatifs à la pension et la paie, et la possibilité d'utiliser un simulateur de retraite pour les agents publics. Si la délibération est adoptée, la dématérialisation des feuilles de paie sera effective pour les fonctionnaires. Les contractuels, régis par un autre texte, ne seront pas obligés de rentrer dans le dispositif. Une information leur sera transmise à la fin de l'année pour leur proposer cette possibilité de dématérialisation ou non.

Les bulletins de paie seront stockés jusqu'à 5 ans après le départ à la retraite des agents concernés. L'IGN accompagnera le changement pour les agents par l'intermédiaire des lettres actu ou de rendez-

vous RH s'ils sont nécessaires. Les agents recevront un lien qui leur permettra d'accéder en un clic à leur coffre-fort électronique. Un support papier sera par ailleurs fourni à ceux qui n'ont pas accès sur leur lieu de travail à l'espace sécurisé, tout comme les agents en congé maladie, longue durée, longue maladie ou en congé sans traitement.

M. le Président ajoute que cette délibération n'est pas prévue par les textes propres à l'IGN, mais est imposée par les textes relatifs à la mise en place de ce dispositif dans la fonction publique.

M. le Président procède au vote.

La délibération n° 2025-13 est adoptée à la majorité des membres votants.

Pour : 19

Abstention : 2 (CFDT)

Contre : 0

M. Stéphane PELLE explique que la CFDT s'abstient, car les représentants avaient demandé de voir les fiches de paie dans ENSAP dès le 28 mai 2025 pour le comité social d'administration. Ils n'avaient pas demandé la dématérialisation complète qui reste risquée pour des agents qui auront besoin d'accompagnement, notamment ceux qui ne sont pas spécialistes en informatique. La CFDT préfère s'abstenir tant qu'elle ne voit pas la liste des risques identifiés qu'elle attend de la directrice des ressources humaines, ainsi que les actions préventives qui en découlent.

8 Point d'information sur le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) 2025-2029

M. Philippe GERBE indique que M. Jean-François BUGEAU présente le point avec M. Igor CAMBRESY.

M. Jean-François BUGEAU, chef du département de la politique immobilière et du suivi budgétaire et des marchés, présente le SPSI 2025-2029, démarche obligatoire pour tous les établissements. C'est le troisième SPSI de l'IGN. Il décrit la vision globale de l'IGN, sa stratégie et sa déclinaison par site. Sa forme change à chaque fois pour arriver à une forme très structurée, la DIE demandant un schéma particulier à respecter : un document texte doit être complété et accompagné de deux tableaux quantitatifs, l'un qui est centré sur le diagnostic (état des bâtiments, moyens humains, moyens financiers de l'IGN pour la stratégie immobilière) et l'autre sur la stratégie de l'IGN pour les années à venir.

Le nouvel exercice présente un enjeu financier, car depuis le 1^{er} janvier 2025, on ne peut pas demander d'aide financière de l'État ou d'autres subventions pour toute opération importante qui ne serait pas inscrite dans ce schéma pluriannuel. C'est pour cela que l'IGN a souhaité établir la liste la plus exhaustive possible de toutes les opérations qui pourraient intervenir dans les années à venir, mais dont la réalisation dépendra de la disponibilité des moyens humains, financiers, etc.

Le calendrier du SPSI est présenté au conseil d'administration ce jour, puis sera envoyé pour une période de trois mois en relecture à tous les préfets concernés, au ministère de tutelle et à la DIE. Puis cette dernière reviendra vers l'IGN en indiquant les modifications à apporter, pendant une période de deux mois, avant que le document finalisé puisse être validé par le conseil d'administration.

La stratégie de l'IGN est assez continue et alignée sur les demandes de l'État. L'IGN suit trois axes :

- adapter les bâtiments pour correspondre aux besoins des équipes et être dimensionnés en fonction ;
- réduire les coûts de fonctionnement (travaux, locaux plus petits) ;

- améliorer les performances énergétiques des bâtiments (géothermie dans les bâtiments A et B de Saint-Mandé).

La moitié des effectifs étant sur le site de Saint-Mandé, la plupart des actions sont consacrées à ce site qui est mutualisé avec d'autres établissements, ce qui sera renforcé en 2027 avec l'arrivée de l'OFB.

L'IGN dispose de différents sites en région, qui seront pérennisés. Pour chaque site, l'IGN doit préciser si l'institut souhaite les garder, les quitter, les moderniser ou mener des réflexions pour leur avenir. L'IGN souhaite garder la plupart de ses sites qui sont adaptés aux besoins des équipes et à leur dimensionnement. L'IGN voudrait quitter deux sites : celui d'Aix-en-Provence est trop grand pour l'équipe actuelle et celui de Nogent-sur-Vernisson offre un cas particulier. En effet, le château de Nogent est beaucoup trop grand pour l'équipe actuelle, mais la présence de l'IGN permet l'entretien du bâtiment. Une réflexion est en cours sur l'avenir du domaine des Barres où il se situe. Une décision, indépendante de l'IGN, pourrait amener à quitter le château des Barres pour s'installer dans un bâtiment à 150 ou 200 mètres du château.

Deux sites sont à moderniser. Avec l'augmentation de la taille des promotions, l'école a besoin d'un nouvel amphithéâtre, travaux que l'ENSG pilotera. Par ailleurs des travaux d'amélioration thermique doivent être apportés à ce bâtiment par l'ENPC, chargé de la performance et du confort thermique du site. Il va aussi falloir rénover le bâtiment du site de Lyon, aux faibles qualités thermiques, pour respecter les prérogatives du décret tertiaire.

M. BUGEAU évoque aussi les réflexions à apporter sur deux autres sites. Le site de Villefranche-sur-Cher (29 ha) dispose d'une trentaine de bâtiments utiles à l'IGN, dont certains sont utiles pour l'IGN en matière de stockage (atelier de finition, stockage des cartes, cartothèque, photothèque, archives) et d'autres sont désormais inutiles (ancienne colonie de l'IGN, 4 logements) et doivent comporter des travaux d'amélioration thermique, de rénovation, de désamiantage. Par ailleurs, les moyens humains sont assez faibles (22 personnes début 2025). Quant au site de Forcalquier, peu utilisé (faibles coûts), il sert aux stages d'été des promotions à l'ENSG. Néanmoins, il faut désormais le mettre aux normes par rapport au décret tertiaire, et il s'avère ne plus être assez grand au regard de l'augmentation de l'effectif des élèves.

Parmi les principales interventions prévues d'ici 2029 :

- L'adaptation du bâtiment B est en cours à Saint-Mandé depuis le début de l'année pour accueillir les agents à reloger pour libérer le bâtiment K et L, puis suivent l'entretien des volets du bâtiment A (façade côté rue), le remplacement des groupes froids sur l'ensemble du site, à la suite de l'évolution de la norme sur les gaz frigorigènes, certains étant désormais interdits, ainsi que la création de la salle miroir du datacenter dans le bâtiment B.
- En fonction des études, la création d'un nouvel amphithéâtre à l'ENSG et l'amélioration des qualités thermiques du bâtiment.
- L'amélioration thermique du site de Villefranche-sur-Cher est à l'étude et des travaux pourront devoir être effectués en fonction des décisions sur l'avenir du site.
- Si les équipes doivent changer de bâtiment à Nogent-sur-Vernisson, il faudra aménager le nouveau bâtiment, ou sinon, il faudra prévoir des travaux d'entretien dans le château.
- À Lyon, la rénovation thermique du site est à venir.

M. le Président le remercie pour cette présentation et le félicite pour ce gros travail d'élaboration de ce schéma. Pour ceux qui ne sont pas au quotidien au sein de l'IGN, ce document fournit une très bonne description physique de l'établissement, son histoire et ses activités. Il note que ce schéma, bien que contraint, s'avère ambitieux dans sa projection.

M. Thierry TOUZET loue la présence d'un tableau des points forts/points faibles sur les bâtiments de Saint-Mandé, et qu'il regrette de ne pas retrouver sur les autres bâtiments. D'ailleurs, il s'étonne que les bâtiments neufs aient pour point faible des coûts de maintenance élevés. Au regard de la modernisation de bâtiments, il lui semblerait essentiel que les coûts de maintenance soient peu élevés. Il lit par ailleurs que le bâtiment de Nogent-sur-Vernisson est décrit comme étant historiquement une résidence qui a été adaptée dans la mesure du possible aux besoins de l'IGN. Y travaillant, cette résidence au début du xx^e siècle a été transformée ensuite par l'École nationale des ingénieurs forestiers, qui a ensuite déménagé à Nancy dans les années 1980. Ce site est donc aussi un site historique pour la formation forestière. Il indique que la résidence n'a pas duré très longtemps. Il avoue y travailler dans de très bonnes conditions et n'est pas contre un déménagement dans le bâtiment des Pommiers, à condition qu'il soit rénové. S'il y avait un tableau des points faibles et points forts, il estime que le coûts de maintenance de ce bâtiment ne serait pas un point faible car il peu élevé pour ce bâtiment patrimonial et bien entretenu, qui semblent plus faibles que ceux de bâtiments neufs. Il regretterait de le laisser s'il n'est pas repris pour une autre activité. Par ailleurs, d'autres bâtiments ont été abandonnés sur le domaine et qui, au bout de trois ans doivent être rasés. Il trouverait dommage de l'abandonner et il tient à ce que ce bâtiment ne se dégrade pas et ne soit pas rasé par le ministère.

Mme Marine ROUGIER remercie de la présentation et insiste sur les conditions des déménagements de Saint-Mandé qui ne se font pas dans la sérénité ou la facilité pour les agents impliqués : cela concerne de la logistique, de la bureautique, du brassage de prises qui ne sont pas toujours bien organisés. Déménager un agent représente une importante charge de travail, avec une pression pesant sur les différents services supports de l'IGN, et les mouvements internes ont globalement lieu dans la douleur. Elle salue les efforts consentis par le SILOG.

M. Thierry TOUZET tient à préciser que l'architecte réalisant les travaux de rénovation du bâtiment B a affirmé qu'il ne renouvellerait pas les mêmes erreurs que celles du bâtiment A. Tous les architectes doivent avoir cette même réflexion.

Mme Amélie COANTIC veut rappeler l'importance à doter l'établissement d'une stratégie pluriannuelle en matière immobilière, notamment au regard des enjeux de performance de l'organisation, de qualité de vie au travail pour les agents. Elle fait part des besoins d'une visibilité pluriannuelle, du fait des conséquences financières en matière d'investissement, de fonctionnement et d'accompagnement des agents installés dans des locaux amenés à évoluer. Elle remercie les équipes de l'IGN qui ont élaboré ce projet et rédigé ces documents. Même s'il existait une stratégie pluriannuelle, il faut maintenant pouvoir s'appuyer sur ce travail qui enclenchera le dialogue avec la direction de l'Immobilier de l'État qui a un regard sur cette stratégie. Il faut se poser la question sur la manière de soutenir ces investissements, puisque cette stratégie programme ces dépenses, dans les meilleures conditions qui soient. Cette base de travail permettra d'établir, projet par projet, une base de dialogue interne à l'établissement.

M. Bruno PATIER remercie les équipes de l'IGN pour avoir complété le document sur la stratégie de l'établissement. La direction du budget se prononcera plus officiellement lorsqu'elle sera saisie, au regard des attendus sur les SPSI.

M. le Président confirme qu'à l'issue de ce processus de validation du SPSI un accord formel sera sollicité dans une réunion future du conseil d'administration. Il demande s'il est possible d'apporter des précisions aux interrogations de M. Thierry TOUZET (points forts/points faibles et cas particulier du bâtiment A).

M. Jean-François BUGEAU explique que la présence du tableau (points forts/points faibles) est un reliquat du SPSI précédent qui n'a pas été maintenu pour les autres bâtiments, sans raison particulière. Il ajoute que le bâtiment A est un des premiers bâtiments basse consommation réalisés par le ministère. Il a été « suréquipé » avec du matériel informatique qui nécessite de la maintenance

coûteuse sur le temps.

M. Igor CAMBRESY ajoute qu'un bâtiment récent est toujours plus cher en maintenance parce qu'il n'est pas équipé de la même manière, au-delà de la surenchère constatée sur ce bâtiment A. Sur le site de Saint-Mandé, les vieux bâtiments K et L, en cours de rénovation, sont des bâtiments historiques et rustiques, sans ventilation mécanique, avec des radiateurs à eau chaude qui surchauffent le bâtiment. Plus le bâtiment sera isolé, moins il respirera, et il faudra compenser avec une ventilation mécanique. Des optimisations de dépenses de fluides seront mises en place grâce à du monitoring, de la supervision, des remontées, des interfaces de régulation, ce qui explique qu'un bâtiment moderne est beaucoup plus coûteux en entretien, notamment au regard du cumul de systèmes qui complexifient la navigation et imposent l'intervention de sous-traitants spécialisés.

9 Point d'information sur l'avancement des grands projets d'appui aux politiques publiques

M. Guillaume MELLIER, directeur des programmes et de l'appui aux politiques publiques IGN/DP, présente un point de situation sur les grands projets. Alors qu'il avait l'habitude de faire un point de suivi, notamment sur trois grands projets, l'occupation des sols à grande échelle, le programme d'acquisition et le traitement de données LiDAR haute densité, et la géoplateforme, les grands jalons de ces projets ont été passés et arrivent même à leur fin. Il propose une évolution du format de ce point avec un périmètre un peu plus large sur l'ensemble des projets de taille significative (durée et finance).

Le programme LiDAR HD a commencé en 2020 pour aboutir en 2026. Le programme d'acquisition de l'hiver 2024-2025 a été entièrement réalisé et 19 blocs restent à acquérir sur les 237 qui divisaient le territoire. Un prochain comité de commanditaires permettra de faire le point. Seul reste un enjeu de financements de 4,5 M€ pour boucler la fin des programmes, ce qui a contraint à ralentir le rythme d'acquisitions sur la suite pour ne réaliser que celles faites en interne à l'IGN, sur un rythme sur 2 ans et plus sur une seule année. En matière de diffusion, 179 blocs sont disponibles, et en matière de nuage traité (produit dérivé, modèles numériques de terrain et de surface) 120 blocs étaient disponibles à mi-juin. Par ailleurs, des travaux de traitement complémentaires pour les modèles numériques de terrain nécessaires pour les simulations d'inondations ont été confirmés par la DGPR et seront réalisés entre 2025 et 2026.

Sur l'occupation des sols à grande échelle, la production est nominale et les deux millésimes sont terminés sur 98 départements. La fin de production reste prévue au 3^e trimestre. 94 départements sont diffusés avec l'occupation des sols à grande échelle et le calcul d'artificialisation (zones artificialisées ou non artificialisées). Enfin, en accord avec DGALN, la production d'un troisième millésime est entamée, avec une nouvelle production sur l'ensemble du territoire : les premiers échanges et travaux sont en cours.

Il rappelle que le Géoportail de l'urbanisme est un projet qui a plus de 10 ans. Sur les phases 4 et 5, un travail avec la DHUP vise à déployer un suivi des procédures. En effet, le Géoportail de l'urbanisme consiste en un journal officiel des documents de l'urbanisme qui y sont publiés pour y être rendus opposables une fois leur élaboration terminée. Les travaux sont en cours pour y ajouter une dimension de suivi des procédures, et pour qu'en cours de procédure, les différents documents et étapes soient également disponibles. Un travail vise encore une refonte de l'interface, notamment celle du design système de l'État et des évolutions de parcours utilisateurs.

Les plans de corps de rue simplifiés (PCRS) sont des images à très haute résolution qui font l'objet de projets départementaux sous le pilotage et le financement des collectivités locales. L'IGN est un acteur

de leur production qui a démarré en 2020, avec 19 conventions signées pour 24 départements, soit 25 % de la métropole livrée en surface : 11 % sont produits en propre (avec les avions de l'IGN) et 14 % en sous-traitance. Dans le cadre d'un mandat avec la DGPR, relatif à l'animation et la coordination nationale, l'IGN travaille à la diffusion coordonnée de l'ensemble des PCRS (produits par l'IGN ou des tiers), notamment en proposant sur la géoplateforme un flux pour agréger l'ensemble des couvertures existantes sur les départements et permettre aux producteurs de diffuser en autonomie sur la géoplateforme conformément à sa vocation.

M. MELLIER évoque ensuite le point sur les grands programmes pour le ministère des Armées. Géosocle 2 est le programme de production d'images géoréférencées avec des garanties de précision sur le positionnement des pixels. Cette convention actuelle porte sur 2022-2028 et est structurée en tranches annuelles. La tranche optionnelle 1 a été produite en intégralité et livrée conformément aux spécifications. La tranche optionnelle 2 est en cours. Au regard d'un frein d'urgence du ministère des Armées sur une réorientation des crédits liée au contexte géopolitique de la guerre en Ukraine, des réductions budgétaires ont été opérées sur ces programmes de géographie, et un avenant traduisant ces baisses (-25 % sur certaines filières) est en cours. Enfin, l'avenant doit aussi permettre d'intégrer au projet une étude sur l'outillage d'une nouvelle base de référencements pour caler finement les images dans le monde entier.

Le programme Géomaps 2 & 3 consiste à produire des bases de données d'objets référencés, à partir des images, et des cartes numériques et papier. Géomaps 2 arrive à échéance et l'IGN travaille avec la DGA sur Géomaps 3, géré dans la continuité mais avec deux évolutions : l'introduction de l'intelligence artificielle pour mieux automatiser les processus de production, et l'introduction de composantes sur le territoire national. Le calage définitif du marché de Géomaps 3 a été reçu début mai. Les procédures de mise en concurrence pour le recrutement de partenaires industriels ont été lancées mi-juin, et devraient aboutir d'ici environ un an. Le décalage du lancement de Géomaps 3 a nécessité, afin d'assurer une continuité d'activité de la filière de production, l'introduction de commandes complémentaires sur le programme Géomaps 2, ce qui a fait l'objet de discussions avec le ministère des Armées. La commission IGN défense, qui a eu lieu la semaine précédente, a permis d'en acter le principe avec la DGA, qui travaille actuellement sur le calage de son ampleur, enjeu important de continuité à la fois en matière compétence et d'équation économique.

Dans les programmes défense, TREx, programme de production de modèles numériques de terrain, est arrivé à échéance. M. MELLIER mentionne encore l'étude géographie militaire du futur réalisée avec le ministère des Armées, dont l'enjeu est de réfléchir et positionner de nouvelles propositions de valeurs par rapport aux nouveaux besoins de la défense en matière de géographie et de géo-intelligence.

M. MELLIER aborde enfin le dernier volet de ce panorama regroupant quatre grands projets. Le premier concerne le Registre parcellaire graphique (RPG), production récurrente pour le compte du ministère de l'Agriculture dans le cadre d'une convention triennale (RPG 2024-2026). Le RPG 2025 a été livré au mois de mars et la production du RPG 2026 a commencé et la commande vient d'être confirmée par la DGPE. Cette convention prévoit aussi des travaux de modernisation et d'automatisation, cohérents avec la volonté d'introduire l'utilisation d'intelligence artificielle, accélérer et simplifier les traitements de productions du RPG, répondre à un enjeu de production de plus d'information (au-delà du périmètre des parcelles), ce qui répond à des enjeux européens, et un enjeu pour l'IGN d'inscrire cette production dans une description plus large du territoire agricole.

Il fait part encore de travaux pour l'ASP pour le système de suivi en temps réel des parcelles, notamment dans l'expertise et la production de modèles IA permettant de suivre les événements agricoles sur les parcelles (détection de types de cultures, labours ou fauches, etc.). Ce travail a été livré sur la détection de parcelles hétérogènes comprenant des cultures différentes. Ce travail pourrait avoir une portée plus large d'utilisation des images Sentinel, satellite dont la révolution est peu

élevée (10 m) mais à haute fréquence de visites (tous les quelques jours), dont la production peut être empêchée par la présence de nuages. Ce travail permettra d'hybrider les images et le radar simultanément pour « enlever » les nuages pour s'affranchir de la couverture nuageuse.

Sur la BD Forêt V3, la mission a été actée par la DGPE fin 2024, avec une mise à jour utilisant l'intelligence artificielle. Les premiers résultats sont positifs et intéressants sur la zone test pour distinguer les essences forestières, le type d'arbres avec une trentaine de classes. Le directeur rappelle l'avis favorable et sans réserve de la DINUM fin 2024 sur ce projet, qui prévoyait en conformité avec la doctrine Cloud au centre de la DINUM d'étudier la production dans le Cloud. Les travaux sont en cours et amènent à des échanges et tests avec OVH pour confirmer la pertinence technique et financière de ce type de production dans le Cloud. Il s'agit de produire des quantités de données importantes avec des volumes de calculs massifs. La DINUM a demandé d'étudier les deux scénarios dans le Cloud ou dans les datacenters IGN.

CarHab, ou la caractérisation des habitats pour le compte de la DEB (Direction de l'eau et de la biodiversité) présente une production par lots de départements. La production des 17 « derniers » départements permet d'aboutir à une première couverture France entière (hors DROM). La production est en cours et se termine en 2026 avec deux phases (physionomie et croisement). Les conventions correspondantes ont été actées et conclues courant juin 2025.

M. MELLIER termine avec l'Observatoire des haies qui a été acté fin 2024 et vise à produire un nouveau référentiel des haies qui est en cours (haies, bosquets, alignement d'arbres et arbres isolés). Ce référentiel cartographique sera sous forme de polygones surfaciques dont l'IGN sait dériver des formes linéaires pour les haies. Ces productions sont faites en utilisant l'IA à partir de prises de vue aériennes, avec les études d'un projet IGN/INRAE/OFB et notamment avec les travaux conjoints de l'INRAE pour aider à distinguer des types de configurations d'arbres côte à côte, avec des troncs et un paysage dégagé versus des haies avec une emprise au sol, plus de variété et de diversité. Les images vues du haut ne font pas la distinction et l'enjeu est d'affiner les images en utilisant d'autres sources de données pour mieux caractériser et différencier ces situations.

Enfin, il conclut sur l'interruption du projet de RPCU mené conjointement avec la DGFIP. En effet, La DGFIP, au vu des résultats et charges nécessaires pour mener le projet (caler géométriquement le cadastre par rapport aux images aériennes et aux bases de données par département), a décidé d'interrompre le programme et de le mener de manière plus ciblée et locale. La DGFIP a indiqué qu'elle définirait un programme pour mener ces travaux qui font l'objet d'attentes fortes des différents acteurs du territoire (services de l'État et collectivités).

Mme Amélie COANTIC souhaite remercier d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour pour renforcer la visibilité sur l'ensemble des projets en appui des politiques publiques, sans méconnaître pour autant le travail sur les activités socle qui permettent de rendre ces projets possibles. Par ailleurs, elle estime que ces projets sont importants pour les administrations et font partie de ce à quoi l'IGN est attentif dans le cadre de la relation entre l'établissement et les différents ministères qui sont mobilisés sur certains chantiers. Elle remercie pour ce résumé synthétique de 13 pages à la fois sur l'avancement très opérationnel du projet, mais aussi sur le fond, tout en restant centré sur l'utilité : en quoi cela appuie la politique publique, quels sont les usages et utilisateurs derrière les services rendus par ces projets, qui doivent guider les actions de l'IGN. Elle salue ainsi le travail de partenariats réalisé par l'IGN, pas seul mais en appui de l'administration et avec d'autres opérateurs qui portent conjointement les politiques publiques. Cela fait partie des axes de renforcement pour les prochaines années, et ce document en illustre tout le potentiel.

M. Thierry TOUZET évoque le frein d'urgence de Géosocle 2 de -25 % qui ne figurait pas dans le document de départ au moment de sa rédaction, la décision ayant été prise entre temps. Il demande si ce chiffre est arrêté.

M. Guillaume MELLIER confirme qu'il fait encore débat avec la DGA, mais il reste dans cet ordre de grandeur si cela aboutit bien.

M. Thierry TOUZET note que sur les grands projets, il semble préférable de travailler avec le ministère des Armées qui finance les projets à 100 %. Par ailleurs, il ne comprend pas pourquoi le financement du LiDAR HD ne l'est pas à 100 %, alors que les deux premiers financements ont été assurés par la filière forestière (la forêt couvrant un tiers du territoire). Or, il manque encore un financement de 4,5 M€ : qui financera cette première phase alors qu'il est prévu par la suite un scénario de mise à jour ?

M. Sébastien SORIANO rappelle que le LiDAR HD est un grand projet qui a bénéficié de financements du fonds pour la transformation de l'action publique et de France Relance, supportés par trois grands donneurs d'ordre : la Prévention des risques, la Forêt et l'Agriculture. Néanmoins, par rapport au chiffrage de 60 M€ de couverture intégrale du territoire, ces financements ne les couvrent pas entièrement. Il tient à féliciter la direction des programmes pour son tour de France des partenaires notamment départementaux et régionaux qui étaient prêts à participer à ce financement et y ont contribué largement, même s'il en manque une partie. Le Comité de pilotage a décidé de terminer cette couverture en minimisant le nombre d'Euros qui sortent de l'IGN, grâce aux moyens propres d'acquisition de l'IGN. Et si le coût complet apparaîtra bien en comptabilité analytique, il y aura moins d'impacts en trésorerie.

Alors que les autres pays d'Europe financent leur 3^e ou 4^e couverture, **M. Thierry TOUZET** déplore que la France n'en finance pas une seule encore et demande d'en prendre la mesure. Il note que le document rapproche IA et production et parle de 30 experts IA. Or, avant de faire de la production, il faut aussi des thématiciens. Avant de faire de l'OCGE ou de la base de données forestière et la production associée, il faut créer les nomenclatures, les définitions très précises, comme celles d'artificialisation et du calcul de l'indicateur d'artificialisation, que peu pourraient expliquer. La brochure précise encore que sous les experts IA, il y a 40 scientifiques permanents, terme qui l'interroge (ne serait-ce pas plutôt des chercheurs ?), l'IGN en employant davantage (comme les ingénieurs des sciences géographiques). Par ailleurs, dans toutes les diapositives et productions il est fait mention de l'IA, comme une découverte récente, mais l'IA remonte aux années 1980 ou 1990, qui s'appelaient alors télédétection ou classement d'images par apprentissage par image. Il s'agit à ce jour d'une IA nouvelle génération ou 20. Alors qu'il est affirmé que l'IA vient révolutionner les productions, il rappelle que les personnels sont très sensibles à ces définitions et que l'IA existe depuis longtemps à l'IGN, comme dans l'exemple de la BD Forêt V2 produite en partie avec de l'IA. Il tient à corriger le que la V3 n'est pas révolutionnée par l'IA, mais par une nouvelle génération d'IA. Il souhaite une précision technique sur ces termes au regard de son parcours professionnel.

M. le Président le remercie pour ces remarques et précisions très utiles pour clarifier ce domaine, notamment pour les personnes non spécialistes.

Mme Anne SAMICA estime que le LiDAR, même s'il a été financé en grande partie par le fonds pour la transformation de l'action publique et quelques régions, a vocation à être un référentiel pérenne de l'IGN. Dans ce cadre, l'IGN pourrait demander qu'il soit pris en charge par la subvention pour charges de service publique, à condition qu'elle soit augmentée pour financer la mise à jour. Par ailleurs, elle s'enquiert de l'impact global de ces projets et de leur financement sur l'évolution du budget 2025.

M. le Président reformule les propos précédents : à ce jour, l'évolution prévisible des différents projets impactera-t-il la réalisation du budget 2025 et son exécution.

M. Sébastien SORIANO pense que ce point n'avait pas pour vocation d'apporter un bilan financier. Néanmoins, ces projets restent dans les équilibres traditionnels de l'IGN entre le socle et la politique publique. Le prochain conseil d'administration reviendra plus en détail sur cette question.

Il ajoute vouloir proposer une lecture de ces projets par rapport au rapport de l'IGEDD. Il constate que les grands commanditaires sont au rendez-vous (Armées, Direction générale de la prévention des risques, Direction générale de l'aménagement du logement et de la nature, DGPE) et ont entrepris des travaux avec l'établissement pour signer des conventions pluriannuelles. Il rappelle que la signature de ces conventions est d'ailleurs un objectif fixé au directeur général par le commissariat général du développement durable. Ces conventions avec les partenaires permettent de donner à l'IGN un cadrage macro au-delà des différents items, et donnent de la prévisibilité en matière de financement mais aussi des compétences que l'IGN doit entretenir ou développer pour répondre à leurs besoins. Il remercie les partenaires qui sont au rendez-vous et leur attention pour le passage aux conventions.

Il souligne le potentiel important qui pourrait être développé avec certains ministères. L'établissement a entamé des discussions avec le ministère de l'Intérieur qui manipule beaucoup d'informations géographiques, et souhaiterait travailler plus en partenariat avec lui. Il regrette ce qui a été indiqué sur la Direction générale des finances publiques. Des travaux de mutualisation prometteurs sont en cours sur le thème du bâti. Il rappelle l'importance pour les collectivités locales et acteurs territoriaux de la donnée cadastrale. Il regrette que la France ne puisse fournir une donnée cadastrale en géométrie, ce qui représente un appauvrissement en matière d'usages par rapport aux besoins. Il déplore d'être en train de passer à côté du potentiel de mutualisation entre la DGFIP et l'IGN. La donnée foncière mériterait d'être gérée dans des systèmes d'information géographiques, notamment à l'heure de la refondation de l'action publique. Il indique que l'IGN reste à disposition du ministère de l'économie et des finances pour travailler en ce sens.

Mme Marina FAGES réagit aux propos précédents, car si l'arrêt de la RPCU est un regret, alors que ce projet a débuté un peu plus de 10 ans plus tôt, l'idée n'était pas de faire ce constat d'une incapacité à absorber collectivement la charge que représente ce chantier sur l'ensemble du territoire. Pour autant, ce constat n'est pas tant négatif, puisque la DGFIP souhaite profiter de toute la technicité et des possibilités offertes d'une autre façon. Mais la façon dont a été pensé le chantier dans une logique uniquement départementale, dans un contexte autre, ne permettait pas au ministère de mener ces travaux de manière satisfaisante sur des départements entiers, dans des calendriers raisonnables. La DGFIP conserve l'idée de se doter d'un système d'information géographique et elle retient la proposition de collaboration de l'IGN sur ces sujets partagés et pertinents, même si l'actualité récente n'a pas conduit à reprendre ces sujets communs dans une logique d'engagement partenarial.

M. Thierry TOUZET estime que c'est un gâchis financier et technique, ce qui ne l'étonne pas de la part de la DGFIP qui parle de cadastre numérisé depuis 1983. Cet échec perdure dans un gâchis technique, financier et humain incompréhensible.

M. le Président s'associe aux remarques de M. Sébastien SORIANO et aux pistes qu'il a évoquées. Il estime que l'une des forces de cet établissement est de rassembler autour de la table l'ensemble des commanditaires des différents projets qui sont membres du conseil d'administration, ce qui est une grande force. Cela permet d'échanger et de faire connaître l'établissement, son savoir-faire, ses technicités, ses évolutions et son offre de services. Ce conseil d'administration permet d'exploiter et de faire exploiter ce potentiel, montrer et valoriser ces éléments, et d'être un lieu de dialogue avec les commanditaires de ces différents projets.

10 Point d'information sur la participation de l'IGN à des organismes externes

M. Philippe GERBE rappelle que ce point avait été demandé au conseil d'administration de juillet 2024. Or, il n'a pas pu être traité lors des conseils d'administration de novembre et mars à cause de du nombre important des points abordés et d'un manque de consolidation de certains éléments.

M. Guillaume MELLIER, directeur des programmes et de l'appui aux politiques publiques (IGN/DP), a posé l'état de participation de l'IGN à des organismes externes, dont les éléments figurent dans une note et un tableau complet ajouté dans le dossier du conseil d'administration.

Il fait part de 44 adhésions ou participations actives, dont :

- 11 plateformes régionales de données géographiques (entités de collaboration généralement État/Région au niveau régional sur l'information géographique dans le cadre de la loi NOTRe) pour y être contributeur ;
- 2 plateformes départementales de données géographiques (Geovendée et Tigéo), l'IGN ne cherchant pas systématiquement à être présent au niveau départemental ;
- 2 autres organisations régionales (Institut Paris Région et Des hommes et des arbres) ;
- 6 structures d'appui à l'innovation, dont 4 pôles de compétitivité (Cap Digital, Pôle Safe, Aerospace Valley et Xylofutur) ;
- 6 organisations européennes ou internationales (en particulier EuroGeographics, qui regroupe les homologues de l'IGN au niveau européen, ainsi que Enfin, sur la forêt, IUFRO, EFI, EuroSDR et l'Association internationale de géodésie) ;
- 12 structures à vocation scientifiques (notamment le GIP Ecofor et les deux GIS Biomasse et Gis Sol, etc.) ;
- 5 adhésions à diverses structures (Afigéo, GIP EKITIA, MINnD-2050, Groupement français de l'industrie et de l'information).

Ces adhésions et participations engagent un montant de l'ordre de 340 000 € par an, dont 100 000 € pour Dinamis, groupement d'acteurs sur la mutualisation d'imagerie satellitaire pour des acteurs publics, et 77 000 € pour EuroGeographics. Le reste recouvre des montants modestes, entre 0 et 20 000 €. Et dans quelques cas, ces participations incluent des contributions en nature (participation d'agents sur des volumes d'ETP faibles) financées par des conventions.

D'un point de vue plus qualitatif, ces adhésions correspondent à un intérêt qualifié pour l'établissement, de plusieurs ordres :

- un renforcement du positionnement de l'IGN (niveaux européen, national ou régional) dans différents domaines (forêt, données géographiques, numériques, environnement et aménagement du territoire) ;
- des mutualisations de compétences, où le fait de participer à des programmes et feuilles de route partagés répond collectivement à des appels à projets scientifiques ou techniques ;
- un passage recommandé ou obligé pour accéder à des financements de projets ;
- une augmentation de la visibilité stratégique dans des secteurs de mutations rapides (questions numériques sur la donnée, l'intelligence artificielle, le Jumeau numérique, la transition écologique, etc.) ;
- l'inscription dans des réseaux d'innovation et d'expertise, ce qui est crucial pour un institut scientifique et technologique ;
- une nécessité contractuelle et opérationnelle (CPER ou projets scientifiques ou techniques au niveau national).

Mme Amélie COANTIC remercie de cette présentation et rappelle que les temps sont parfois un peu troubles dans les partenariats avec certains acteurs (au niveau international) qui peuvent surprendre par leur positionnement (structures ou État), qui, de positifs, passent à des échanges plus tendus. Elle

remercie l'IGN pour l'information du conseil d'administration et invite les administrateurs à regarder et faire part d'éventuelles interrogations sur des partenariats ou associations qui ont des subventions ou des partenaires qui peuvent interroger. Elle préfère l'évoquer et souhaite transmettre ce message de prudence au sein des administrations. Elle ne doute pas que l'établissement s'en saisisse également, dans le cadre de ce contexte géopolitique tendu qui amène à une certaine prudence et vigilance.

M. le Président note que cela confirme l'utilité et la nécessité de ce grand travail. Il remercie les équipes de l'IGN qui y ont contribué.

11 Points divers

M. Philippe GERBE présente les dates des prochains CA fin novembre 2025 et en 2026.

M. LE PRÉSIDENT remercie les membres du conseil d'administration présents et à distance. Il remercie particulièrement ceux qui ont fait le déplacement à Tillé, prouvant l'attachement à l'institut et son fonctionnement.

Fin de la séance du conseil d'administration à 11 h 53.

**DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 NOVEMBRE 2025
N° 2025-15**

Approbation du budget initial de l'exercice 2026

Le Conseil d'administration de l'Institut national de l'information géographique et forestière, réuni le 28 novembre 2025,

Vu le décret n° 2011-1371 du 27 octobre 2011 modifié, relatif à l'institut national de l'information géographique et forestière (IGN), notamment l'article 9-2°,

Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment les articles 175, 176 et 177,

Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes,

DELIBERE :

Article 1 : Le conseil d'administration approuve les autorisations budgétaires suivantes :

- 1 451 ETPT, dont 1 388 ETPT sous plafond d'emplois législatif et 63 ETPT hors plafond d'emplois législatif
- 187 542 349 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 121 310 598 € personnel
 - 57 151 751 € fonctionnement
 - 9 080 000 € investissement
- 184 323 731 € de crédits de paiement dont :
 - 121 310 598 € personnel
 - 55 046 133 € fonctionnement
 - 7 967 000 € investissement
- 181 694 063 € de prévisions de recettes
- - 2 629 668 € de solde budgétaire

Article 2 : Le conseil d'administration approuve les prévisions comptables suivantes :

- - 1 721 597 € de variation de trésorerie
- - 6 146 115 € de résultat patrimonial
- 7 087 025 € de capacité d'autofinancement
- -7 750 460 € de variation du fonds de roulement

Article 3 : La présente délibération sera publiée sur le site internet de l'Institut.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Le Président

Signé par :

 750B39D0F4C249D
 Frédéric GUEUDAR DELAHAYE

Budget initial 2026

Tableau 1
Autorisations d'emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT			
Tableau des autorisations d'emplois			
	Sous plafond PLF (a)	Hors plafond PLF (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	1388	63	1451
Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT (c) :	1388		

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file du budget général de l'Etat (c).

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT						
Pour information : <u>tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme (décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme) et des autres dépenses de personnel</u>						
En €	EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI		EMPLOIS HORS PLAFOND LFI		PLAFOND ORGANISME	
	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *
TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (1 + 2 + 3 + 4)	1 388	116 036 356	63	2 297 164	1 451	121 310 598
1 - TITULAIRES	700	67 130 395			700	67 130 395
* Titulaires Etat	244	25 984 816			244	25 984 816
* Titulaires organisme (corps propre)	456	41 145 580			456	41 145 580
2 - CONTRACTUELS	688	48 905 960	45	1 505 448	733	50 411 408
* Contractuels de droit public	688	48 905 960	45	1 505 448	733	50 411 408
o CDI	499	39 269 424			499	39 269 424
o CDD	184	8 950 961	45	1 505 448	229	10 456 409
. Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	4	685 575	-	-	4	685 575
* Contractuels de droit privé	-	-	-	-	-	-
o CDI	-	-			-	-
o CDD	-	-	-	-	-	-
3 - CONTRATS AIDES			18	791 716	18	791 716
4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...)						2 977 079

* Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des autorisations budgétaires. Par ailleurs, le total des emplois doit être égal au plafond d'autorisation d'emplois voté par l'organe délibérant (figurant ci-dessus pour vote).

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomptant le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme mais en fonction dans une autre entité

(Mises à disposition sortantes - ETPT et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau)

EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE ENTITE, REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DECOMPTEES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS		
	ETPT **	Dépenses de personnel (€) **
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (5 + 6)	5	549 045
5 - EMPLOIS REMBOURSES A L'ORGANISME	4	396 181
6 - EMPLOIS NON REMBOURSES A L'ORGANISME	1	152 865

** Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du budget de l'organisme.

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et ne décomptant pas dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme

(Mise à disposition entrantes)

EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME NON REMUNERES PAR LUI ET NON DECOMPTEES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS		
	ETPT ***	Dépenses de fonctionnement (€) ***
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (7 + 8)	0	0
7 - EMPLOIS REMBOURSES PAR L'ORGANISME		
8 - EMPLOIS NON REMBOURSES PAR L'ORGANISME		

*** Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.

Budget initial 2026

Tableau 3
Dépenses par destination - Recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		TOTAL	
en k€	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Créer et valoriser des compétences connaissances et de l'innovation	16 656	16 656	1 870	1 768	353	463	18 878	18 887
Elaborer une description du territoire	48 777	48 777	14 490	16 170	513	1 201	63 780	66 148
Organiser la diffusion et le partage de données	17 845	17 845	7 298	8 050	1 894	2 701	27 037	28 597
Fournir des services pour accroître l'usage de données	9 517	9 517	3 010	2 702	84	154	12 611	12 373
Apporter un soutien au ministère de la défense	7 138	7 138	16 511	13 419	17	16	23 666	20 572
Pilotage et administration générale	21 377	21 377	13 974	12 937	6 219	3 432	41 570	37 746
TOTAL	121 311	121 311	57 152	55 046	9 080	7 967	187 542	184 324

Tableau des recettes par origines (facultatif)

Origines - k€	SCSP *	Autres subventions	Chiffre d'affaires	Autres produits	Grands projets	Dotation	Recettes fléchées	Total
Gestion du territoire		12 167	1 486		13 379	1 642		28 673
Espace, Recherche, et Innovation		790	1 445			2 760	603	5 598
Défense et Sécurité			8 187		22 511			30 698
Autres politiques publiques		23	1 014			3 996		5 033
Produits et prestations aux professionnels			4 256	1 074		3 126		8 456
Produits et prestations au Grand Public			4 870					4 870
Subvention pour charges de service public	98 365							98 365
Total	98 365	12 979	21 259	1 074	35 890	11 524	603	181 694

Budget initial 2026

Tableau 4
Tableau d'équilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS (utilisation des financements)	COFI 2024	BI 2025	Atterrissage 2025	BI 2026	COFI 2024	BI 2025	Atterrissage 2025	BI 2026	FINANCEMENTS (couverture des besoins)
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	5 816	16 932	5 492	2 630	-	-	-	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (b1)									Nouveaux emprunts (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)** (décaissements de l'exercice)	20 497	12 500	12 888	13 741	21 868	12 500	12 798	14 649	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements non budgétaires (e1)					3 923		- 3 923		Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	26 313	29 432	18 380	16 371	25 791	12 500	8 876	14 649	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
Variation de trésorerie (ABONDEMENT) (I)= (2) - (1)	-	-	-	-	522	16 932	9 504	1 722	Variation de trésorerie (PRELEVEMENT) (II)=(1) - (2)
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	573	-	-	-	-	710	529	875	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
Abondement de la trésorerie disponible (d) (non fléchée)	-	-	-	-	1 095	16 222	8 975	847	dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (d) (non fléchée)
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	26 313	29 432	18 380	16 371	26 313	29 432	18 380	16 371	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

Budget initial 2026

Tableau 5
Opérations pour comptes de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

En k€

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
TVA déductible	C 4456	TVA déductible	13 741	
TVA collectée	C 4457	TVA collectée par l'établissement		14 649
TOTAL			13 741	14 649

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

Tableau 6
Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT									
Compte de résultat prévisionnel									
CHARGES	Execution 2024	BI 2025	Atterrissage 2025	BI 2026	PRODUITS	Exécution 2024	BI 2025	Atterrissage 2025	BI 2026
Personnel	108 491	115 503	113 537	114 811	SCSP + mesures conjoncturelles	90 730	94 746	100 562	98 365
dont masse salariale hors CAS	89 725	95 735	94 185	94 934	dont SCSP historique	89 607	94 746	100 562	98 365
dont CDD RPG légit	1 797	2 278	1 839	1 984	Mesures conjoncturelles	1 123	-	-	-
dont œuvres sociales	1 459	1 700	1 802	1 598	dont compensation du point d'indice	-	-	-	-
dont charges de pensions civiles	18 766	19 768	19 352	19 877	dont abondement exceptionnel	519	-	-	-
					dont compensation dette IS	-	-	-	-
					dont compensation MESRI	-	-	-	-
					dont accompagnement FAIRH	-	-	-	-
					dont compensation TVA	604	-	-	-
					dont reprise de gestion	-	-	-	-
					Autres subventions	8 685	18 840	12 737	14 808
					dont subventions Etat	5 920	14 635	8 980	12 106
					dont subventions collectivités territoriales	1 251	3 400	2 357	1 603
					dont autres subventions	41	805	499	496
					dont recettes flechées	1 473	-	901	603
Fonctionnement autre que les charges de personnel	60 329	68 182	59 800	61 326	Chiffre d'affaires	59 537	60 105	52 290	54 327
dont fonctionnement courant et sous-traitance courante	31 847	38 943	35 361	35 983	dont grand public	6 031	5 671	5 559	4 870
dont surcoût TVA	429		317	97	dont marché professionnel	5 908	7 364	7 127	7 024
					dont marché défense, sécurité, justice (1)	8 036	9 498	8 213	3 979
					dont marché espace, recherche, innovation (1)	743		2 437	1 258
					dont divers				
dont sous-traitance Géomaps	-	-	-	-	dont RPG	8 477	10 500	8 606	9 617
dont sous-traitance Géomaps v2	12 086	16 610	13 639	4 910	dont Geomaps	-	-	-	-
dont sous-traitance Géomaps v2.5	-	-	-	11 867	dont Geomaps v2	18 415	19 756	15 915	8 204
dont sous-traitance Géomaps v3	-	2 000	-	3 150	dont Geomaps v2.5	-	-	-	12 989
dont sous-traitance T-Rex	1 534	-	168	-	dont Geomaps v3	-	2 593	-	3 461
dont LIDAR HD	3 725	2 352	1 586	483	dont T-Rex	3 281	-	260	-
dont BAN	268	424	328	251	dont BAN	341	-	-	-
dont artificialisation des sols	3 969	1 618	1 619	1 080					
dont BD Forêt			100	315					
dont géoplateforme	6 471	6 235	6 665	3 145	dont artificialisation des sols	8 304	4 724	4 174	2 925
dont Jumeau numérique			17	45					
Autres charges					Autres produits	1 764	1 586	1 678	1 074
Charges non décaissables	13 937	13 620	16 333	16 333	Produits non encaissables	17 353	18 687	18 545	17 749
dont dotation aux amortissements	12 946	13 020	15 733	15 733	dont stocks et production immobilisée	14 331	15 587	15 445	14 649
dont dotation aux provisions	990	600	600	600	dont quote part de subv d'investissement et produit des amortissements neutralisés	2 453	2 500	2 500	2 500
dont valeur comptable des actifs cédés	1	-	-	-	dont reprise de provisions	570	600	600	600
TOTAL DES CHARGES (1)	182 758	197 305	189 670	192 469	TOTAL DES PRODUITS (2)	178 069	193 964	185 813	186 323
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	-	-	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	4 688	3 341	3 857	6 146
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	182 758	197 305	189 670	192 469	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	182 758	197 305	189 670	192 469

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Exécution 2024	BI 2025	Atterrissage 2025	BI 2026
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	(4 688)	(3 341)	(3 857)	(6 146)
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	13 936	13 620	16 333	16 333
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 570	- 600	- 600	- 600
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	- 1	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 66	-	-	-
- quote-part des reprises au résultat des financements rattachés à des actifs	- 2 453	- 2 500	- 2 500	- 2 500
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	6 161	7 179	9 376	7 087

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Execution 2024	BI 2025	Atterrissage 2025	BI 2026	RESSOURCES	Exécution 2024	BI 2025	Atterrissage 2025	BI 2026
Insuffisance d'autofinancement	-	-	-	-	Capacité d'autofinancement	6 161	7 179	9 376	7 087
Investissements	26 647	29 016	28 384	23 729	Financement de l'actif par l'Etat	10 883	7 309	7 289	3 565
dont investissements de production	12 316	13 429	12 938	9 080	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	2 637	3 396	3 599	5 327
dont production immobilisée	14 331	15 587	15 445	14 649	Autres ressources	65			
dont bâtiments administratifs mis à disposition					Financements des actifs mis à disposition des établissements - Etat				
Acquisition d'immobilisation financière					Augmentation des dettes financières				
TOTAL DES EMPLOIS (5)	26 647	29 016	28 384	23 729	TOTAL DES RESSOURCES (6)	19 746	17 883	20 264	15 979
Apport au fonds de roulement (7) = (6) - (5)	-	-	-	-	Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5) - (6)	6 900	11 133	8 120	7 750

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Exécution 2024	BI 2025	Atterrissage 2025	BI 2026
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 6 900	- 11 133	- 8 120	- 7 750
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	- 6 378	- 5 799	- 1 384	- 6 029
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)	- 522	- 16 932	- 9 504	- 1 722
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	13 623	- 4 987	5 503	- 2 248
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 12 114	- 11 962	- 10 729	- 16 758
Niveau de la TRESORERIE	25 737	6 975	16 232	14 511
Trésorerie disponible en nombre de jours de fonctionnement	55	14	34	30

Note : (1) La ventilation du chiffre d'affaires par domaine fonctionnel a évolué au COFI 2024 alors que les exercices précédents n'ont pas fait l'objet d'un retraitement similaire

Budget initial 2026

Tableau 7
Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

En k€	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	16 232 K€	33 491 K€	19 214 K€	4 780 K€	28 826 K€	15 844 K€	10 236 K€	13 077 K€	34 348 K€	23 116 K€	18 857 K€	14 280 K€	-16 002 K€
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	26 426 K€	1 008 K€	1 007 K€	33 384 K€	469 K€	4 295 K€	5 151 K€	35 335 K€	2 825 K€	1 717 K€	1 492 K€	17 673 K€	130 780 K€
Subvention pour charges de service public & mesures conjoncturelles (G741/SCSP)	25 236 K€	0 K€	0 K€	31 692 K€	0 K€	0 K€	0 K€	31 461 K€	0 K€	0 K€	0 K€	9 976 K€	98 365 K€
compensation de TVA													0 K€
Autres financements de l'Etat (F104:G741:F741)-scsp-artificialisation au G	21 K€	274 K€	324 K€	102 K€	126 K€	3 053 K€	285 K€	130 K€	575 K€	542 K€	605 K€	1 946 K€	7 983 K€
Subvention d'investissement (G134 - PCRS et - LIDAR)	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€
Autres financements publics (G744: G748:F744)-lidar au G744	110 K€	42 K€	236 K€	160 K€	1 K€	40 K€	176 K€	89 K€	38 K€	123 K€	12 K€	1 073 K€	2 099 K€
Ressources propres(G701: G703, G705:G706:G708:G751:G756:G758:G763:G766:G999)-RPG-Geomaps-Trex-(Artificialisation au 705et 706)	1 059 K€	692 K€	447 K€	1 429 K€	342 K€	1 201 K€	4 690 K€	3 655 K€	2 211 K€	1 052 K€	875 K€	4 679 K€	22 333 K€
Recettes budgétaires -Grands Projets et appui aux politiques publiques	3 234 K€	137 K€	5 K€	5 763 K€	0 K€	4 651 K€	10 570 K€	1 169 K€	1 268 K€	9 392 K€	8 211 K€	6 515 K€	50 914 K€
RPG (706)	0 K€	0 K€	0 K€	3 000 K€	0 K€	0 K€	4 500 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	3 000 K€	10 500 K€
GEOMAPS V2 (706)	652 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	4 422 K€	1 717 K€	776 K€	243 K€	0 K€	0 K€	1 486 K€	9 295 K€
GEOMAPS V2.5 (706)	2 554 K€			2 554 K€			2 554 K€			2 554 K€			10 216 K€
GEOMAPS V3 (706?)										3 000 K€			3 000 K€
TREX (706)	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€
JUMEAUX NUMERIQUES	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	2 760 K€	0 K€	2 760 K€
INFRASTRUCTURE PARTAGEE (F104)	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	1 025 K€	0 K€	2 101 K€	0 K€	3 126 K€
ARTIFICIALISATION DES SOLS (705 urba:G706 urba)	0 K€	26 K€	0 K€	63 K€	0 K€	0 K€	1 537 K€	0 K€	0 K€	0 K€	1 174 K€	79 K€	2 879 K€
LIDAR HD (G134:F104:G744:G741)	0 K€	0 K€	0 K€	146 K€	0 K€	228 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	626 K€	641 K€	1 642 K€
BD Foret (G741)	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	3 500 K€	0 K€	0 K€	3 500 K€
PCRS (F104,G134)	28 K€	111 K€	5 K€	0 K€	0 K€	0 K€	262 K€	393 K€	0 K€	338 K€	1 549 K€	1 310 K€	3 996 K€
Opérations non budgétaires	859 K€	166 K€	90 K€	1 438 K€	68 K€	1 170 K€	3 052 K€	965 K€	696 K€	2 089 K€	1 817 K€	2 239 K€	14 649 K€
Emprunts : encaissements en capital													
Opérations gérées en comptes de tiers :	859 K€	166 K€	90 K€	1 438 K€	68 K€	1 170 K€	3 052 K€	965 K€	696 K€	2 089 K€	1 817 K€	2 239 K€	14 649 K€
- TVA collectée	859 K€	166 K€	90 K€	1 438 K€	68 K€	1 170 K€	3 052 K€	965 K€	696 K€	2 089 K€	1 817 K€	2 239 K€	14 649 K€
- TVA à encaisser													0 K€
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers													0 K€
A. TOTAL	30 518 K€	1 310 K€	1 102 K€	40 585 K€	537 K€	10 116 K€	18 774 K€	37 469 K€	4 788 K€	13 197 K€	11 520 K€	26 427 K€	196 343 K€
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	11 148 K€	11 821 K€	13 062 K€	13 285 K€	11 254 K€	12 512 K€	12 503 K€	11 662 K€	12 431 K€	14 462 K€	11 965 K€	18 343 K€	154 448 K€
Personnel	9 969 K€	9 974 K€	10 283 K€	9 923 K€	9 537 K€	10 228 K€	9 693 K€	9 528 K€	9 974 K€	11 610 K€	9 524 K€	11 066 K€	121 311 K€
Fonctionnement	998 K€	1 401 K€	1 314 K€	1 936 K€	1 236 K€	1 656 K€	2 225 K€	1 763 K€	2 116 K€	1 978 K€	1 952 K€	5 609 K€	24 185 K€
Investissement	167 K€	445 K€	1 437 K€	1 013 K€	393 K€	466 K€	582 K€	328 K€	224 K€	856 K€	478 K€	1 580 K€	7 967 K€
Impôts	14 K€	2 K€	28 K€	413 K€	89 K€	160 K€	3 K€	42 K€	117 K€	18 K€	10 K€	89 K€	985 K€
Sous traitance liée à un financement	1 564 K€	2 830 K€	1 599 K€	2 152 K€	1 601 K€	2 297 K€	2 390 K€	3 424 K€	2 581 K€	2 020 K€	2 739 K€	4 680 K€	29 876 K€
Personnel													0 K€
Fonctionnement													0 K€
GEOMAPS V2	47 K€	942 K€	160 K€	472 K€	279 K€	365 K€	129 K€	965 K€	602 K€	288 K€	135 K€	527 K€	4 910 K€
GEOMAPS V2.5	989 K€	989 K€	989 K€	989 K€	989 K€	989 K€	989 K€	989 K€	989 K€	989 K€	989 K€	989 K€	11 867 K€
GEOMAPS V3							525 K€	525 K€	525 K€	525 K€	525 K€	525 K€	3 150 K€
TREX	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€
ARTIFICIALISATION	71 K€	264 K€	43 K€	12 K€	35 K€	347 K€	0 K€	61 K€	0 K€	22 K€	86 K€	140 K€	1 080 K€
BAN	0 K€	67 K€	18 K€	0 K€	0 K€	32 K€	42 K€	18 K€	19 K€	21 K€	34 K€	0 K€	251 K€
LIDAR HD	56 K€	10 K€	34 K€	2 K€	30 K€	0 K€	113 K€	137 K€	0 K€	0 K€	249 K€	170 K€	800 K€
GEOPLATEFORME	169 K€	61 K€	244 K€	398 K€	125 K€	336 K€	318 K€	298 K€	205 K€	136 K€	74 K€	685 K€	3 049 K€
PCRS	221 K€	87 K€	47 K€	33 K€	13 K€	13 K€	0 K€	295 K€	231 K€	10 K€	258 K€	1 049 K€	2 277 K€
Fabrique des géocommuns	12 K€	410 K€	64 K€	247 K€	110 K€	215 K€	271 K€	28 K€	4 K€	28 K€	146 K€	597 K€	2 132 K€
BD Foret	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	3 K€	107 K€	6 K€	2 K€	197 K€	0 K€	315 K€
JUMEAUX NUMERIQUES	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	45 K€	0 K€	45 K€
Investissement													0 K€
Opérations non budgétaires	548 K€	935 K€	876 K€	1 103 K€	664 K€	916 K€	1 040 K€	1 112 K€	1 008 K€	974 K€	1 393 K€	3 173 K€	13 741 K€
Emprunts : remboursements en capital													
Opérations gérées en comptes de tiers :	548 K€	935 K€	876 K€	1 103 K€	664 K€	916 K€	1 040 K€	1 112 K€	1 008 K€	974 K€	1 393 K€	3 173 K€	13 741 K€
- TVA décaissée	548 K€	935 K€	876 K€	1 103 K€	664 K€	916 K€	1 040 K€	1 112 K€	1 008 K€	974 K€	1 036 K€	2 391 K€	12 603 K€
- TVA à décaisser	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	357 K€	781 K€	1 139 K€
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers													0 K€
B. TOTAL	13 260 K€	15 587 K€	15 536 K€	16 540 K€	13 519 K€	15 724 K€	15 933 K€	16 197 K€	16 020 K€	17 456 K€	16 097 K€	26 196 K€	198 065 K€
(2) SOLDE DU MOIS - A - B	17 259 K€	-14 276 K€	-14 434 K€	24 046 K€	-12 982 K€	-5 609 K€	2 841 K€	21 271 K€	-11 232 K€	-4 259 K€	-4 577 K€	230 K€	(I) ou (II)*
SOLDE CUMULE (1) + (2)	33 491 K€	19 214 K€	4 780 K€	28 826 K€	15 844 K€	10 236 K€	13 077 K€	34 348 K€	23 116 K€	18 857 K€	14 280 K€	14 511 K€	

Tableau 8
Opérations liées aux recettes flechées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à 2021 non dénouées	2 021	2022	2023	2024	BI 2025	Atterrissage 2025	BI 2026
Position de financement des opérations flechées en début d'exercice (a)	-	-	-	-	-	369	573	- 529
Recettes flechées (b)	-	1 030	514	1 135	2 273	2 300	2 101	603
Etat		330	514	1 135	2 273	2 300	2 101	603
Collectivités								
Europe		700						
Subvention D'investissement								
Dépenses sur recettes flechées CP (c)	-	1 030	514	1 135	1 700	3 379	3 203	948
Personnel								
AE=CP		866	432	851	1 105	825	676	452
Fonctionnement								
AE		82	41	250	324	242	198	133
CP		82	41	250	324	242	198	133
Investissement						-		
AE		82	41	34	2 414	375	421	240
CP		82	41	34	272	2 312	2 329	364
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations flechées (b) - (c)	-	-	-	-	573	- 1 079	- 1 102	- 346

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

Autofinancement des opérations flechées (d)	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes flechées (e)	-	-	-	-	-	-	-	-
Position de financement des opérations flechées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)	-	-	-	-	573	- 710	- 529	- 875

Tableau 9

Tableau des opérations pluriannuelles - prévisions

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévisions d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Coût total de l'opération (HT)		Montant consommés au 31.12.2022		Execution 2023		Execution 2024		Atterrissage 2025		Bl. 2026		AE prévus en 2027	CP prévus en 2027	AE prévus > 2027	CP prévus > 2027
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE prévus en 2026	CP prévus en 2026				
T-rex Données à partir de 2019	Masse salariale	a=c+h+g+i+k+m+o+q	b=d+f+h+j+l+n+p+r	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r
	fonctionnement (dt sous traitance)	2 327	2 327	1 583	1 583	493	493	234	234	18	18	-	-	-	-	-	-
	Investissement	17 983	17 983	13 794	12 144	3 386	3 543	296	2 125	508	171	-	-	-	-	-	-
Total T-Rex		20 310	20 310	15 376	13 726	3 879	4 036	529	2 358	526	189	-	-	-	-	-	-
Geomaps Données à partir de 2016	Masse salariale	11 165	11 165	11 149	11 149	16	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	fonctionnement (dt sous traitance)	88 806	88 806	88 803	88 803	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total GEOMAPS		99 971	99 972	99 952	99 952	19	19	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Geomaps V2 Données à partir de 2021	Masse salariale	6 754	6 754	1 157	1 157	1 582	1 582	1 982	1 982	1 555	1 555	479	479	-	-	-	-
	fonctionnement (dt sous traitance)	57 725	57 725	21 316	10 001	14 384	15 761	16 806	13 185	4 204	14 018	1 015	4 760	-	-	-	-
	Investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Geomaps V2		64 479	64 479	22 473	11 158	15 966	17 343	18 788	15 167	5 759	15 573	1 493	5 239	-	-	-	-
Geomaps V2.5	Masse salariale	921	921	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	fonctionnement (dt sous traitance)	16 049	16 048	-	-	-	-	-	-	7 000	-	9 049	12 068	-	3 980	-	-
	Investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Geomaps V2.5		16 969	16 969	-	-	-	-	-	-	7 000	-	9 969	12 989	-	3 980	-	-
Geomaps V3 Données à partir de 2024	Masse salariale	258	258	-	-	-	-	-	-	-	-	258	258	-	-	-	-
	fonctionnement (dt sous traitance)	12 054	12 054	-	-	-	-	-	-	-	-	12 054	3 204	-	4 425	-	4 425
	Investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Geomaps V3		12 311	12 311	-	-	-	-	-	-	-	-	12 311	3 461	-	4 425	-	4 425
Géosocle 2	Masse salariale	14 169	14 169	3 740	3 740	2 577	2 577	2 975	2 975	3 337	3 337	1 540	1 540	-	-	-	-
	fonctionnement (dt sous traitance)	3 734	3 734	933	933	705	705	710	710	825	825	561	561	-	-	-	-
	Investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Géosocle 2		17 903	17 903	4 673	4 673	3 283	3 283	3 685	3 685	4 162	4 162	2 101	2 101	-	-	-	-
RPG	Masse salariale	77 109	77 109	26 251	26 251	7 739	7 739	6 128	6 126	6 211	6 211	8 807	8 807	7 325	7 325	14 650	14 650
	fonctionnement (dt sous traitance)	16 423	16 422	3 694	2 987	800	938	1 282	1 282	1 426	1 426	1 895	1 895	2 442	2 442	4 883	5 472
	Investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total RPG		93 531	93 531	29 946	29 219	8 539	8 677	7 408	7 408	7 637	7 637	10 702	10 702	9 767	9 767	19 533	20 122
Lidar HD	Masse salariale	23 699	23 699	7 143	7 143	5 465	5 465	3 858	3 858	5 014	5 014	2 218	2 218	-	-	-	-
	fonctionnement (dt sous traitance)	37 477	37 477	17 611	10 731	10 923	15 478	2 682	5 194	3 695	4 655	2 566	1 419	-	-	-	-
	Investissement	1 033	1 033	1 033	1 033	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total LIDAR HD		62 208	62 208	25 787	18 907	16 388	20 943	6 540	9 053	8 709	9 669	4 784	3 637	-	-	-	-
Artificialisation	Masse salariale	16 195	16 195	5 695	2 623	2 450	2 450	2 200	2 200	1 508	1 508	-	-	1 029	1 029	691	691
	fonctionnement (dt sous traitance)	12 098	12 098	1 209	1 301	3 000	1 624	3 377	4 357	895	2 033	1 557	1 377	1 675	1 021	386	386
	Investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Artificialisation		28 293	28 293	6 904	6 996	5 623	4 246	5 827	6 807	3 095	4 233	3 065	2 885	2 704	2 050	1 076	1 076
Jumeau numérique	Masse salariale	4 983	4 983	-	-	253	253	105	105	429	429	848	848	1 675	1 675	1 675	1 675
	fonctionnement (dt sous traitance)	1 817	1 817	-	-	43	43	46	46	81	95	198	198	731	718	718	718
	Investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Jumeau numérique		6 800	6 800	-	-	296	296	151	151	510	523	1 045	1 045	2 406	2 393	2 393	2 393
BD Foret v3	Masse salariale	8 716	8 716	-	-	-	-	897	897	1 738	1 738	3 736	3 736	2 344	2 344	-	-
	fonctionnement (dt sous traitance)	2 448	2 448	-	-	-	-	130	130	395	395	918	918	1 005	1 005	-	-
	Investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total BD Foret		11 165	11 165	-	-	-	-	1 027	1 027	2 134	2 134	4 654	4 654	3 349	3 349	-	-
TOTAL	Sa total Masse Salariale	166 295	166 296	56 717	56 717	20 748	20 748	18 627	18 627	20 502	20 502	20 313	20 313	12 373	12 373	17 016	17 016
	Sa total fonctionnement	266 614	266 613	147 360	126 881	33 244	38 094	25 329	27 029	19 029	23 618	29 813	26 401	5 852	13 590	5 967	11 001
	Sa total Investissement	1 033	1 033	1 033	1 033	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL		433 942	433 942	205 111	184 631	53 992	58 842	43 956	45 656	39 531	44 120	50 126	46 714	18 225	25 963	23 002	28 016

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Financement de l'opération au COFI 2023 (HT)	Ressources cumulées au 31/12/2022 depuis l'initialisation des opérations.	Execution 2023	Execution 2024	Atterrissage 2025	Bl. 2026	Ressources prévues en 2027	Ressources prévues > 2027
		a=b+d+e+f+g+h+i	b	d	e	f	g	h	i
T-rex	Financement de l'Etat*								
	Autres financements publics**								
	Autres financements***	23 848	17 264	2 432	3 853	300	0	0	0
Total T-Rex		23 848	17 264	2 432	3 853	300	0	0	0
Total T-Rex		23 848	17 264	2 432	3 853	300	0	0	0
Geomaps	Financement de l'Etat*								
	Autres financements publics**								
	Autres financements***	108 672	106 402	2 270	0	0	0	0	0
Total Geomaps		108 672	106 402	2 270	0	0	0	0	0
Geomaps v2	Financement de l'Etat*								
	Autres financements publics**								
	Autres financements***	76 896	15 369	11 719	27 673	12 840	9 295	0	0
Total Geomaps v2		76 896	15 369	11 719	27 673	12 840	9 295	0	0
Geomaps v2.5	Financement de l'Etat*								
	Autres financements publics**								
	Autres financements***	21 500				0	10 216	11 284	-
Total Geomaps v2.5		21 500	0	0	0	0	10 216	11 284	0
Geomaps v3	Financement de l'Etat*								
	Autres financements publics**								
	Autres financements***	12 311	0	0	0	0	3 000	4 656	4 656
Total Geomaps v3		12 311	0	0	0	0	0	0	0
Geosocle 2	Financement de l'Etat*								
	Autres financements publics**								
	Autres financements***	26 789	3 814	4 923	6 463	6 132	5 457	-	-
Total Geosocle 2		26 789	3 814	4 923	6 463	6 132	5 457	0	0
RPG	Financement de l'Etat*								
	Autres financements publics**								
	Autres financements***	105 155	31 023	11 131	10 500	10 500	10 500	10 500	21 000
Total RPG		105 155	31 023	11 131	10 500	10 500	10 500	10 500	21 000
LIDAR HD	Financement de l'Etat*								
	Autres financements publics**								
	Autres financements***	9 823	0	3 887	1 684	2 911	1 142	-	-
Total Lidar HD		61 133	32 689	19 972	2 920	3 911	1 642	0	0
Artificialisation	Financement de l'Etat*								
	Autres financements publics**								
	Autres financements***	28 639	4 830	4 298	8 326	4 930	2 879	2 213	1 163
Total Artificialisation		28 639	4 830	4 298	8 326	4 930	2 879	2 213	1 163
Jumeau numérique	Financement de l'Etat*								
	Autres financements publics**								
	Autres financements***	6 800	0	0	0	800	2 260	3 740	-
Total Jumeau numérique		6 800	0	0	0	800	2 260	3 740	0
BD Foret v3	Financement de l'Etat*								
	Autres financements publics**								
	Autres financements***	11 767	0	0	3 500	3 500	3 500	1 267	-
Total BD Foret v3		11 767	0	0	3 500	3 500	3 500	1 267	0
TOTAL	Sa total financement de l'Etat	93 330	37 519	18 333	11 826	9 230	8 639	7 220	1 163
	Sa total autres financements publics	4 586	0	2 050	1 036	1 000	500	0	0
	Sa total autres financements	384 994	173 872	36 362	50 372	32 683	39 610	26 440	25 656
TOTAL		483 511	211 391	56 746	63 234	42 913	48 749	33 660	26 818

** Autres financements publics

*** Recettes propres

Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Execution 2024	BI 2025	Atterrissage 2025	BI 2026
Stocks initiaux	1 Niveau initial de restes à payer	48 743	44 966	46 278	43 522
	2 Niveau initial du fonds de roulement	20 523	6 146	13 623	5 503
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	- 5 735	- 17 761	- 12 114	- 10 729
	4 Niveau initial de la trésorerie	26 258	23 907	25 737	16 232
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée				
	4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	26 258	23 907	25 737	16 232
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	185 088	189 493	183 759	187 542
	6 Résultat patrimonial	- 4 688	- 3 341	- 3 857	- 6 146
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	6 161	7 179	9 376	7 087
	8 Variation du fonds de roulement	- 6 900	- 11 133	- 8 120	- 7 750
	9 Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire	SENS			
	10 Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS	3 348	500	500
	Variation des stocks	+ / -	511	500	500
	Charges sur créances irrécouvrables	-			
	Produits divers de gestion courante	+	2 837		
	11 Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS	- 4 433	5 299	- 3 128
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	- 2 509	8 667	- 5 116
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	- 7 717	- 4 149	2 449
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	12 798	10 199	- 6 020
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	- 7 005	- 9 418	5 559
	12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	- 5 816	- 16 932	- 5 492	- 2 630
	12.a Recettes budgétaires	181 737	177 187	181 023	181 694
	12.b Crédits de paiement ouverts	187 553	194 119	186 515	184 324
	13 Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	- 5 294	- 0	4 012	- 908
	# Variation de la trésorerie = 12 - 13	- 522	- 16 932	- 9 504	- 1 722
	14.a dont variation de la trésorerie fléchée	573	- 710	- 529	- 875
	14.b dont variation de la trésorerie non fléchée	- 1 095	- 16 222	- 8 975	- 847
	15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	- 6 379	5 799	1 384	- 6 029
	16 Restes à payer	- 2 465	- 4 626	- 2 756	3 219
Stocks finaux	17 Niveau final de restes à payer	46 278	40 340	43 522	46 741
	18 Niveau final du fonds de roulement	13 623	- 4 987	5 503	- 2 248
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	- 12 114	- 11 962	- 10 729	- 16 758
	20 Niveau final de la trésorerie	25 737	6 975	16 232	14 511
	20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	573	- 710	- 529	- 875
	20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	25 164	7 685	16 761	15 385
Comptabilité budgétaire					
Comptabilité générale					

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 NOVEMBRE 2025
N° 2025-16

**Fixation des indemnités des stagiaires
de l'école nationale des sciences géographiques (ENSG)**

Le Conseil d'administration de l'Institut national de l'information géographique et forestière, réuni le 28 novembre 2025,

Vu le décret n°67-91 du 20 janvier 1967 modifié relatif au statut particulier des géomètres de l'Institut national de l'information géographique et forestière, et notamment son article 11,

Vu le décret n°73-264 du 6 mars 1973 modifié relatif au statut particulier des ingénieurs des sciences géographiques et du numérique de l'Institut national de l'information géographique et forestière, et notamment ses articles 7, 11, 11-1, 12,

Vu le décret n°94-874 du 7 octobre 1994 modifié fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics,

Vu le décret n°2011-1371 du 27 octobre 2011 modifié relatif à l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), et notamment son article 2,

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat, et notamment son article 7-1,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de stage prévues à l'article 3-1 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Considérant, qu'en application de l'article 7-1 du décret n° 2006-781 modifié susvisé, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, une délibération du conseil d'administration de l'établissement peut fixer, pour une durée limitée, des règles dérogatoires aux arrêtés ministériels de droit commun prévus à l'article 7 de ce même décret, fixant notamment les taux des indemnités de stage,

Considérant le processus en cours de l'abrogation par arrêté conjoint du Ministre de l'économie et du Ministre chargé de l'aménagement du territoire de l'arrêté du 24 mai 1977 fixant les conditions de remboursement des dépenses entraînées par les stages d'études à l'étranger de l'ENSG,

DELIBERE :**Article 1**

Les indemnités de stages effectués en France, en Outre-mer et à l'étranger pour les élèves ingénieurs des sciences géographiques et du numérique de l'ENSG visés à l'article 12 du décret n°73-264 susvisé sont fixées forfaitairement, afin de couvrir les frais de chaque année scolaire, comme suit :

- Première année : 1000 €
- Deuxième année : 2000 €
- Troisième année : 2000 €

Le montant de l'indemnité susmentionné est dû et versé, en une seule fois, à compter du commencement de la période de stage inscrite au règlement de scolarité du cycle d'ingénieur de l'Ecole nationale des sciences géographiques, pour l'année considérée.

Article 2

Les indemnités de stage effectués en France, en Outre-mer et à l'étranger pour les géomètres stagiaires de l'ENSG visés à l'article 11 du décret n°67-91 sont fixées forfaitairement, afin de couvrir les frais de chaque année scolaire, comme suit :

- Première année : 1250 €
- Deuxième année : 1250 €

Le montant de l'indemnité susmentionné est dû et versé, en une seule fois, à compter du commencement de la période de stage inscrite au règlement de scolarité du cycle de licence professionnelle de géomètre-géomaticien, pour l'année considérée.

Article 3

Les dispositions de la présente délibération s'appliquent pour une durée de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente délibération.

Cette entrée en vigueur interviendra à compter de la date d'abrogation de l'arrêté interministériel du 24 mai 1977 fixant les conditions de remboursement des dépenses entraînées par les stages d'études à l'étranger de l'ENSG.

Article 4 : publication

La présente délibération sera publiée sur le site internet de l'institut.

Le Président

Signé par :

750B39D0F4C249D...
Frédéric GUEUDAR DELAHAYE

**DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 NOVEMBRE 2025
N° 2025-17**

**Délégations de pouvoir au directeur général et fixation des seuils financiers
au-delà desquels l'autorisation préalable du conseil d'administration est
requisse pour permettre au directeur général d'engager les dépenses et
recouvrir les recettes de l'Institut**

Le Conseil d'administration de l'Institut national de l'information géographique et forestière, réuni le 28 novembre 2025,

Vu le décret n°2011-1371 du 27 octobre 2011 modifié relatif à l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), et notamment son article 9 ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique modifié, et notamment ses articles 187, 193 et 194 ;

Vu le décret du 3 janvier 2025 portant nomination du directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière ;

Considérant que l'ordonnateur - le directeur général - a seul qualité pour procéder à l'engagement des dépenses et au recouvrement des recettes ; que conformément aux articles 187 et 194 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 susvisé, l'autorisation du conseil d'administration est requise pour certaines matières au-delà de seuils qu'il détermine.

DELIBERE :

Article 1 : Transactions

Le conseil d'administration délègue au directeur général le pouvoir de conclure toute transaction dont le montant total est inférieur à 150.000 € hors taxes (HT), et l'autorise à engager les dépenses correspondantes sans recueillir son autorisation préalable.

Le directeur général rend compte à la séance suivante du conseil d'administration des décisions qu'il a prises en application de cette délégation.

Article 2 : Remises gracieuses

Le conseil d'administration délègue au directeur général, après avis de l'agent comptable, le pouvoir d'accorder les remises gracieuses, les admissions en non-valeur ainsi que les rabais, remises et ristournes sur les créances de l'Institut, dans les limites suivantes :

Référence article	Objet	Seuil
193-1° du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012	remise gracieuse sur la somme en principal en cas de gêne ou d'indigence du débiteur	20 000 € HT par créance
193-2° du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012	remise gracieuse des majorations et intérêts	20 000 € HT par créance
193-3° du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012	admission en non-valeur, lorsque la créance est irrécouvrable	20 000 € HT par créance
193-4° du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012	rabais, remises, ristournes accordés à des fins commerciales	20 000 € HT par créance

Par dérogation au premier alinéa, lorsque la dette concerne l'agent comptable, son avis n'est pas requis.

Le directeur général rend compte à la séance suivante du conseil d'administration des décisions qu'il a prises en application de cette délégation.

Article 3 : Tarification

3.1 Le conseil d'administration délègue au directeur général le pouvoir de définir la politique tarifaire des offres de l'IGN destinées aux marchés professionnel et grand public selon les principes établis aux articles 3.2 et 3.3.

3.2 La politique tarifaire de l'offre destinée au marché professionnel est établie selon les principes suivants :

- les données éditées par l'IGN, sans droit de tiers, disponibles en téléchargement ou accessibles par flux, le sont en licence ouverte, selon les termes de la licence ouverte Etalab 2.0 ou ses versions ultérieures. Par exception, pour des projets spécifiques, les données éditées par l'IGN, sans droit de tiers, peuvent être diffusées selon les termes de la licence Open Database Licence (ODbL) ou de toute autre licence ouverte autorisée par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
- pour les autres données, la politique tarifaire est établie en tenant compte notamment, lorsqu'elle n'est pas définie conjointement avec un ou des tiers :
 - du type de donnée ;
 - de la sollicitation de l'infrastructure technique par l'utilisateur ;
 - de l'emprise géographique ;
 - du nombre d'utilisateurs et licenciés ;
 - de la durée et du type de licence.

3.3 La politique tarifaire de l'offre destinée au marché grand public est établie selon les principes suivants :

- recherche systématique de l'optimum tarifaire adapté au segment du marché (à savoir randonnée, routes, plans de ville, atlas, tourisme France, tourisme étranger, aéronautique, patrimoine) sur lesquels l'IGN se positionne, en tenant compte, pour chaque segment considéré :
 - de la concurrence et son positionnement prix ;

- de la position occupée par l'IGN sur ledit segment (situation quasi-monopolistique, chef de file, prétendant, etc.) ;
 - du cycle de vie du produit concerné (lancement, maturité, déclin ou fin de vie),
 - des évolutions de tarifs décidées les années précédentes et de leur impact effectivement constaté, corrigé si possible de facteurs externes susceptibles d'influencer directement certains segments
- recherche de l'équilibre économique par série,
 - recherche de cohérence entre les orientations stratégiques de l'IGN et son positionnement en termes d'offre sur les segments de marché ;
 - lorsque les produits et services sont distribués par l'intermédiaire d'un diffuseur, les conditions tarifaires applicables entre l'IGN et le diffuseur peuvent être fixées sur la base du barème public et par application de remises et ristournes dont le pourcentage total n'excède pas 58%.

3.4 Le directeur général rend compte à la séance suivante du conseil d'administration des décisions qu'il a prises en application de cette délibération, de leur impact sur les recettes, sur l'équilibre économique et sur la diffusion des offres.

Article 4 : Recettes de l'Institut

Le conseil d'administration autorise le directeur général à agir dans les matières suivantes et à recouvrer les recettes correspondantes, sans son autorisation préalable, dans les limites suivantes :

Références article	Objet de la recette	Seuil
9-9° du décret n° 2011-1371 du 27 octobre 2011	Baux, locations d'immeubles et louage de chose	< 1 000 000 € HT par an et < 12 ans
187-2° du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 9-10° du décret n° 2011-1371 du 27 octobre 2011	Acceptation ou refus de dons et legs faits sans charge, condition ou affectation immobilière, ou de dons affectés au titre du mécénat au sens des articles L.122-4 et L.122-5 du code du patrimoine pour la restauration et l'entretien du marégraphe de Marseille.	< 50 000 € HT par don ou par leg fait sans charge, condition ou affectation immobilière
187-4° du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012	Vente d'objets mobiliers	< 800 000 € HT par acte de vente

Le directeur général rend compte annuellement au conseil d'administration des décisions qu'il a prises en application de ces délégations.

Article 5 : Dépenses de l'Institut

5.1 Le conseil d'administration délègue au directeur général le pouvoir de conclure toute acquisition immobilière dont le montant est inférieur à 400 000 € HT, et l'autorise à engager les dépenses correspondantes sans son autorisation préalable.

Le directeur général rend compte à la séance suivante du conseil d'administration des décisions qu'il a prises en application de cette délégation.

5.2 Le conseil d'administration délègue au directeur général le pouvoir d'attribuer les marchés dans les limites suivantes, après avis de la commission d'appel d'offres et sur avis conforme de la commission des marchés lorsque le marché entre dans leurs champs de compétence, et l'autorise à engager les dépenses correspondantes sans son autorisation préalable.

Type de marché	Seuil
Communication	< 500 000 € HT
Services	< 1 500 000 € HT
Travaux et fournitures	< 2 000 000 € HT
Marchés subséquents	Sans limite de montant mais à partir de 1 500 000 € HT, avec information a posteriori du conseil d'administration qui suit leur attribution
Marchés relevant du Livre III de la deuxième partie du code de la commande publique (marchés de défense ou de sécurité)	Sans limite de montant

Ces seuils de délégation s'appliquent également aux décisions d'attribution des marchés « in house » lorsque l'IGN est l'adjudicateur.

En cas d'avis divergents entre la commission des marchés et le directeur général, le conseil d'administration reste seul compétent pour attribuer le marché, en connaissance de l'avis de la commission des marchés et de l'avis du directeur général.

Le conseil d'administration délègue au directeur général le pouvoir de confier au coordonnateur d'un groupement de commandes dont l'IGN est membre, l'attribution des marchés répondant aux besoins de l'Institut, quel que soit leur montant.

Le directeur général rend compte annuellement au conseil d'administration des décisions d'attribution des marchés prises en vertu de ces délégations.

Le directeur général peut saisir le conseil d'administration pour délibérer d'un marché dont les enjeux lui semblent le justifier, indépendamment du montant du marché.

A titre exceptionnel, pour les marchés dont l'urgence d'exécution est indispensable au bon fonctionnement de l'établissement et qui nécessitent une délibération du conseil d'administration, alors que la plus proche réunion de celui-ci n'est pas prévue avant quinze jours, le directeur général peut saisir le conseil d'administration par voie de consultation écrite par messagerie électronique aux fins qu'il délibère sur l'attribution de ces marchés. Ceux-ci doivent avoir fait l'objet du rapport d'analyse et de classement de la commission des marchés. Cet avis est joint à la saisine électronique des membres du conseil. Les modalités de quorum et de majorité sont, en cas de consultation électronique, celles définies par l'article 8 du décret n°2011-1371 du 27 octobre 2011. Le décompte des votes est effectué sept jours calendaires à compter de la date de saisine des membres du conseil. L'absence de réponse des membres est réputée valoir approbation.

La délibération en résultant est ratifiée lors de la plus proche réunion du conseil suivant cette consultation.

5.3 Le conseil d'administration autorise le directeur général à engager, sans son autorisation préalable, les dépenses de l'Institut résultant des autres contrats (hors marchés, acquisitions immobilières et contrats cités par les articles 1 et 2 de la présente délibération) dont le montant est inférieur à 2 000 000 € HT.

Article 6 : Abrogation de la délibération antérieure

La délibération n° 2025-11 du 27 juin 2025, relative aux délégations de pouvoir au directeur général et fixation des seuils financiers au-delà desquels l'autorisation préalable du conseil d'administration est requise pour permettre au directeur général d'engager les dépenses et recouvrer les recettes de l'Institut, est abrogée.

Article 7 : Publication

La présente délibération sera publiée sur le site internet de l'Institut.

Le Président

Signé par :

750B39D0F4C249D...
Frédéric GUEUDAR DELAHAYE

**DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 NOVEMBRE 2025
N° 2025-18**

Approbation du règlement intérieur du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de l'Institut national de l'information géographique et forestière, réuni le 28 novembre 2025,

Vu le code de la commande publique,

Vu le décret n°2011-1371 du 27 octobre 2011 modifié relatif à l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), et notamment son article 9,

DELIBERE :

Article 1 : approbation

Le Conseil d'administration adopte son règlement intérieur tel que présenté en annexe.

Article 2 : abrogation

La délibération du conseil d'administration du 4 mai 2012 relative au règlement intérieur du conseil d'administration de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est abrogée.

Article 3 : publication

La présente délibération sera publiée sur le site internet de l'institut.

Le Président

Signé par :

750B39D0F4C249D...
Frédéric GUEUDAR DELAHAYE

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE ET FORESTIERE (IGN)
Règlement intérieur**

1 PREAMBULE

La composition du conseil d'administration, qui comprend vingt-quatre membres, est décrite à l'article 7 du décret n° 2011-1371 du 27 octobre 2011 modifié.

Les attributions du conseil d'administration sont fixées par l'article 9 du décret n° 2011-1371 du 27 octobre 2011 modifié.

2 DROITS ET OBLIGATIONS DES ADMINISTRATEURS

2.1. Les fonctions de membre du conseil d'administration s'exercent à titre gratuit. Cependant, les membres du conseil d'administration appelés à se déplacer pour l'exercice de leur mandat peuvent percevoir des frais de déplacement dans les mêmes conditions que les fonctionnaires civils, à savoir celles prévues par le décret n° 2006-781 modifié du 3 juillet 2006.

2.2. Les administrateurs sont tenus de respecter les secrets industriels, commerciaux, techniques et scientifiques de l'établissement ou de la défense nationale.

Ils sont tenus en outre, de respecter l'obligation de discrétion inhérente à leur fonction.

3 CONVOCATION ET TENUE DES SEANCES

3.1. Conformément à l'article 8 du décret n° 2011-1371 du 27 octobre 2011 modifié, le conseil d'administration se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire et au moins trois fois par an, sur convocation de son président qui en fixe l'ordre du jour. Les séances ont lieu en présentiel et en visioconférence. L'Institut ne fournit pas les équipements informatiques nécessaires à la participation en visioconférence, mais uniquement le lien de connexion.

3.2. Les convocations, comportant au moins le lieu, la date et l'heure ainsi que l'ordre du jour des séances sont portés au moins quinze jours à l'avance, par voie électronique, à la connaissance des membres du conseil d'administration ainsi que du contrôleur budgétaire et du président du comité de la filière forêt et bois. Toutefois, en cas d'urgence, le délai de convocation à une séance peut être ramené de quinze à huit jours. Dans ce cas, la convocation mentionne le motif de l'urgence.

3.3. Les dossiers sont transmis huit jours au moins avant la tenue des séances.

3.4. Les membres suppléants ne peuvent siéger qu'en l'absence des membres titulaires mais peuvent assister aux séances du conseil avec voix consultative.

3.5. Le secrétariat du conseil est assuré par le secrétariat général de l'établissement.

3.6. Les délibérations font l'objet de procès-verbaux signés du président et adressés aux membres ainsi qu'aux ministres de tutelle et, s'il y a lieu, aux autres ministres concernés, dans le mois qui suit la séance.

4 DEROULEMENT DES DEBATS

4.1. Le président du conseil d'administration dirige les travaux du conseil. Il ouvre et lève la séance, organise les discussions et fait appliquer le règlement intérieur.

Une ou plusieurs suspensions de séance peuvent être décidées par le président à son initiative ou la demande d'un ou plusieurs membres.

4.2. Tout membre du conseil peut proposer un amendement à un projet de délibération. Sur décision du président, cet amendement est soumis au vote du conseil.

4.3. Si un membre avec voix délibérative du conseil d'administration se trouve en situation de conflit d'intérêts ou intéressé à une affaire qui fait l'objet du point à l'ordre du jour, il en informe le président dès qu'il a connaissance de cette situation de conflit ou de cette relation d'intérêts. Il quitte la séance lorsque le point est discuté et ne prend part ni aux débats, ni aux votes relatifs à ce point. Il reprend part à la séance dès que ce point est traité. Il en est fait mention dans le procès-verbal de la séance.

4.4. Si le président du conseil d'administration se trouve en situation de conflit d'intérêts ou intéressé à une affaire qui fait l'objet d'un point à l'ordre du jour, la présidence est assurée par le représentant du ministère chargé du développement durable, ou en son absence du représentant du ministère chargé des forêts pour l'examen de ce point. Le président quitte la séance lorsque le point est discuté et ne participe ni aux débats, ni au vote relatifs à ce point. Il reprend part à la séance dès que ce point est traité. Il en est fait mention dans le procès-verbal de la séance.

4.5. Les membres avec voix consultative du conseil d'administration et les personnes invitées à assister aux débats ne peuvent prendre la parole dès lors qu'ils se trouvent en situation de conflits d'intérêts ou intéressés à une affaire qui fait l'objet d'un point à l'ordre du jour. Ils quittent la séance lorsque le point est discuté. Ils reprennent part à la séance dès que ce point est traité. Il en est fait mention dans le procès-verbal de la séance.

5 MODALITES D'EXECUTION DES DELIBERATIONS

Conformément à l'article 10 du décret n° 2011-1371 du 27 octobre 2011 modifié, par principe, les délibérations du conseil d'administration sont exécutoires quinze jours après la réception du procès-verbal par les ministres de tutelle, à moins que l'un d'eux ne fasse opposition dans ce délai. En cas d'urgence, ces ministres peuvent autoriser conjointement leur exécution immédiate.

Les délibérations du conseil d'administration sont publiées sur le site internet de l'institut.

6 COMMISSIONS.

Le conseil d'administration peut créer, par délibération, des commissions pour étudier certaines questions.

Leur fonctionnement est défini par le règlement intérieur propre à chaque commission.

7 REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Les facilités accordées aux représentants du personnel pour participer aux réunions du conseil d'administration et pour la formation se font dans le respect des conditions prévues par les dispositions du code général de la fonction publique.

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 NOVEMBRE 2025 N° 2025-19

Composition et rôle de la commission des marchés et de la commission d'appel d'offres

Le Conseil d'administration de l'Institut national de l'information géographique et forestière, réuni le 28 novembre 2025,

Vu le code de la commande publique,

Vu le décret n°2011-1371 du 27 octobre 2011 modifié relatif à l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), et notamment son article 9,

DELIBERE :

Article 1

Il est décidé de maintenir au sein de l'établissement la commission des marchés et la commission d'appel d'offres, chargées d'examiner les projets de marchés en vue de leur attribution, dont la composition et le fonctionnement sont fixés par les dispositions suivantes.

Article 2 : Commission des marchés

1° Attributions

La commission des marchés traite des marchés suivants :

Marchés de communication	≥ 150 000 € HT
Marchés de services	≥ 400 000 € HT
Marchés de fournitures ou travaux	≥ 1 000 000 € HT
Marchés subséquents d'un accord-cadre	≥ 400 000 € HT

Pour ces marchés, la commission examine et classe les offres reçues par l'établissement. Elle établit un rapport d'analyse et de classement des offres destiné au conseil d'administration ou au directeur général lorsque le marché entre dans les pouvoirs qui lui sont délégués.

2° Composition

La commission des marchés est composée comme suit :

- d'une personnalité extérieure désignée par le président du conseil d'administration ; cette personnalité préside la commission ;
- un membre du conseil d'administration, ou la personne qu'il propose pour le représenter en cas d'empêchement, désignés l'un et l'autre par le président du conseil d'administration ;
- du directeur général ou son représentant ;
- du secrétaire général ou son représentant.

Sont invités à assister aux séances de la commission avec voix consultative :

- l'agent comptable ou son représentant ;
- le contrôleur budgétaire ou son représentant ;
- le directeur concerné ou son représentant ;
- le chef du service des achats et des marchés et le chef de département des marchés ou leur représentant ;
- un représentant du ministère des armées lorsqu'un marché intéressant ce ministère est à l'ordre du jour de la séance.

Toute autre personne désignée par le président de la commission peut être entendue en raison de ses compétences.

Lorsqu'elle est saisie de marchés relevant du Livre III de la deuxième partie du code de la commande publique (marchés de défense ou de sécurité) ou signalés par le ministère des armées comme comportant des informations sensibles du point de vue de la défense nationale, outre les membres de la commission, seules peuvent participer aux travaux les personnes ayant le besoin de connaître les informations contenues dans les marchés concernés.

En cas de vacance du poste de président de la commission (et jusqu'à la désignation d'un successeur) ou en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, la présidence est assurée, à titre intérimaire, par le président du conseil d'administration, ou à défaut par le directeur général ou son représentant.

3° Quorum

La commission ne délibère valablement que si trois membres au moins disposant d'une voix délibérative sont présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

4° Règlement intérieur

La commission adopte un règlement intérieur qui précise les modalités de son fonctionnement. Ce règlement est soumis à l'approbation du conseil d'administration.

Article 3 : Commission d'appel d'offres

1° Attributions

La commission traite :

- les procédures adaptées soumises à une publication au BOAMP ;
- les marchés subséquents à un accord-cadre lorsque leur montant estimé est supérieur au seuil des procédures adaptées soumises à une publication au BOAMP ;
- les procédures formalisées ;
- toute autre procédure que le directeur général estime devoir faire l'objet d'un suivi particulier.

Pour ces procédures, elle est chargée :

- d'ouvrir les plis. Dans ce cadre, la commission siège en tant que « commission d'ouverture des plis »,
- d'émettre un avis sur le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse ou sur l'opportunité de déclarer la consultation sans suite ou infructueuse lorsque la procédure ne relève pas de la commission des marchés. Dans ce cadre, la commission siège en tant que « commission de classement des candidatures et des offres ».

2° Composition

Lorsqu'elle siège en formation d'ouverture des plis, la commission d'appel d'offres est composée de trois membres avec voix délibérative :

- le secrétaire général ou son représentant, président de la commission ;
- un rédacteur ou juriste-acheteur du service des achats et marchés ;
- l'agent prescripteur ou son représentant.

Lorsqu'elle siège en formation de classement des candidatures et des offres, la commission d'appel d'offres est composée de trois membres avec voix délibérative :

- le secrétaire général ou son représentant, président de la commission ;
- le directeur prescripteur ou son représentant ;
- le chef du service prescripteur ou son représentant.

L'agent comptable ou son représentant et, lorsque la commission examine un marché intéressant la défense, un représentant du ministère des armées, sont invités à participer à ses travaux avec voix consultative.

La liste des suppléants autorisés est fixée par décision du directeur général.

Lorsqu'elle est saisie de marchés relevant du Livre III de la deuxième partie du code de la commande publique (marchés de défense ou de sécurité) ou signalés par le ministère des armées comme comportant des informations sensibles du point de vue de la défense nationale, outre les membres de la commission, seules peuvent participer aux travaux les personnes ayant le besoin de connaître les informations contenues dans les marchés concernés.

3° Quorum

La commission ne siège valablement qu'en présence de ses membres avec voix délibérative, présents ou représentés.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

4° Modalités de fonctionnement

Les modalités de fonctionnement de la commission d'appel d'offres sont précisées par une décision du directeur général.

Article 4 : abrogation

La délibération du conseil d'administration n° 2025-10 du 27 juin 2025, relative à la composition et rôle de la commission des marchés et de la commission d'appel d'offres, est abrogée.

Article 5 : publication

La présente délibération sera publiée sur le site internet de l'institut.

Le Président

Signé par :

750B39D0F4C249D...
Frédéric GUEUDAR DELAHAYE

**DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 NOVEMBRE 2025
N° 2025-20**

Approbation du règlement intérieur de la commission des marchés

Le Conseil d'administration de l'Institut national de l'information géographique et forestière, réuni le 28 novembre 2025,

Vu le code de la commande publique,

Vu le décret n°2011-1371 du 27 octobre 2011 modifié relatif à l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), et notamment ses articles 7 et 9,

DELIBERE :

Article 1 : approbation

Le Conseil d'administration approuve le règlement intérieur de la commission des marchés tel que présenté en annexe.

Article 2 : abrogation

La délibération du conseil d'administration du 6 juillet 2012 relative au règlement intérieur de la commission des marchés est abrogée.

Article 3 : publication

La présente délibération sera publiée sur le site internet de l'institut.

Le Président

Signé par :



750B39D0F4C249D...

Frédéric GUEUDAR DELAHAYE

COMMISSION DES MARCHES
DE L'INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE (IGN)
Règlement intérieur

[texte original = délibération du CA du 06/07/2012 relative au règlement intérieur de la commission des marchés]

I. Composition et rôle de la commission

La délibération n° 2025-19 du conseil d'administration du 28 novembre 2025 précise la composition et le rôle de la commission des marchés et de la commission d'appel d'offres.

La commission des marchés est composée de quatre membres de droit avec voix délibératives comme suit :

- une personnalité extérieure désignée par le président du conseil d'administration ; cette personnalité préside la commission ;
- un membre du conseil d'administration, ou la personne qu'il propose pour le représenter en cas d'empêchement, désignés l'un et l'autre par le président du conseil d'administration ;
- le directeur général ou son représentant ;
- le secrétaire général ou son représentant.

La durée du mandat des deux premiers membres de droit est de quatre ans, renouvelable. En cas de vacance survenant, pour quelque raison que ce soit, au cours du mandat, il est pourvu à la vacance dans les meilleurs délais, pour un nouveau mandat de quatre ans, renouvelable. Il peut être mis fin à leur mandat à tout moment, dans les mêmes conditions que celles de leur nomination.

Sont invités à assister aux séances de la commission avec voix consultative :

- l'agent comptable ou son représentant ;
- le contrôleur budgétaire ou son représentant ;
- le directeur concerné ou son représentant ;
- le chef du service des achats et des marchés et le chef du département des marchés ou leur représentant ;
- un représentant du ministère des armées lorsqu'un marché intéressant ce ministère est à l'ordre du jour de la séance.

Toute autre personne désignée par le président de la commission peut être entendue en raison de ses compétences.

La commission ne délibère valablement que si trois membres au moins disposant d'une voix délibérative sont présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

La commission examine et classe les offres reçues par l'établissement au titre des marchés qui relèvent de ses attributions.

Pour le cas particulier des marchés relevant du Livre III de la deuxième partie du code de la commande publique (marchés de défense ou de sécurité) ou signalés par le ministère des armées comme comportant des informations sensibles du point de vue de la défense nationale, outre les membres de la commission, seules peuvent participer aux travaux les personnes ayant le besoin de connaître les informations contenues dans lesdits marchés.

II –Convocation

En fonction des projets de marché à l'ordre du jour, le service des achats et des marchés soumet pour avis au président le projet de convocation, mentionnant l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure, les personnes à informer et les participants prévus, y compris ceux susceptibles d'être entendus en raison de leurs compétences.

Après accord du président, la convocation à la séance de la commission et les dossiers sont adressés par le service des achats et des marchés, par tous moyens, aux membres de la commission ainsi qu'aux personnes invitées à participer à la séance au moins cinq jours francs avant la date prévue de la réunion.

III – Absence ou empêchement

1) Membres avec voix délibérative

En cas d'absence ou d'empêchement, le directeur général est représenté par le directeur général adjoint ou par le secrétaire général. Dans cette dernière hypothèse, le secrétaire général est représenté par le secrétaire général adjoint ou le chef du service des achats et des marchés.

En cas d'absence ou d'empêchement, le secrétaire général est représenté par le secrétaire général adjoint ou par le chef du service des achats et des marchés.

2) Membres avec voix consultative

En cas d'absence ou d'empêchement, le directeur concerné est représenté par son adjoint ou par le chef du service concerné.

En cas d'absence ou d'empêchement, le chef du service des achats et des marchés est représenté par son adjoint ou par le chef du département des marchés.

En cas d'absence ou d'empêchement, le chef du département des marchés est représenté par un juriste de la mission juridique et de la réglementation ou par un rédacteur de marchés.

IV - Réunions de la commission

La commission se réunit périodiquement, selon un calendrier qu'elle établit au fur et à mesure de l'année, en fonction des procédures programmées. Les dates de réunion sont diffusées sur l'intranet du secrétariat général.

Les réunions peuvent se tenir en présentiel, en distanciel ou de façon mixte.

Le secrétariat de la commission est assuré par le service des achats et des marchés.

La commission rédige un compte-rendu de ses réunions. Tous les participants peuvent demander que leurs observations soient portées au compte-rendu. Celui-ci est signé par le président.

V – Attributions

Après que la commission d'appel d'offres a ouvert les plis reçus et donné un avis sur la recevabilité des candidatures et des offres, la commission des marchés examine et classe lesdites offres sur la base du rapport d'analyse établi par le service technique prescripteur en lien avec le service des achats et des marchés.

A ce titre, sur la base du rapport de présentation de la procédure :

- elle vérifie le registre des dépôts et les candidatures reçues,
- elle statue sur les candidatures qui peuvent être admises,
- elle statue sur les offres à éliminer comme inappropriées, irrégulières ou inacceptables,
- elle auditionne les experts techniques qui ont analysé les offres,
- elle propose un classement des offres et émet un avis sur la décision de retenir l'offre économiquement la plus avantageuse en application des critères annoncés ou de déclarer la procédure sans suite ou infructueuse.

VI – Saisine du conseil d'administration

La commission fait rapport de ses travaux au conseil d'administration à la séance la plus proche de la signature des comptes-rendus.

Les marchés dont l'attribution est de la compétence du conseil d'administration font l'objet d'un rapport de présentation, reprenant l'objet du marché, la procédure suivie, les éléments d'analyse des offres et la suite à donner à la procédure.

**DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 NOVEMBRE 2025
N° 2025-21**

**Attribution de l'accord-cadre prestations d'étude, de développement, de
maintenance et de réversibilité de ces prestations pour la Géoplateforme**

Le Conseil d'administration de l'Institut national de l'information géographique et forestière, réuni le 28 novembre 2025,

Vu le décret n°2011-1371 du 27 octobre 2011 modifié relatif à l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), et notamment le 6° de son article 9,

Vu l'avis de la commission des marchés du 24 novembre 2025,

DELIBERE :

Article 1 : L'accord-cadre relatif à la prestations d'étude, de développement, de maintenance et de réversibilité de ces prestations pour la Géoplateforme est attribué aux opérateurs économiques suivants :

- Camptocamp en groupement avec Oslandia
- CGI France
- MAGELLIUM en groupement avec SMILE
- Open en groupement avec SIRADEL

Article 2 : Le directeur général est autorisé à signer tous les actes nécessaires à son exécution et à engager les dépenses correspondantes.

Article 3 : La présente délibération sera publiée sur le site internet de l'Institut.

Le Président

Signé par :



750B39D0F4C249D...

Frédéric GUEUDAR DELAHAYE

**DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 NOVEMBRE 2025
N° 2025-22**

**Adhésion de l'IGN au Comité de coordination territorial
« Paris-Est Partenaires »**

Le Conseil d'administration de l'Institut national de l'information géographique et forestière, réuni le 28 novembre 2025,

Vu le décret n°2011-1371 du 27 octobre 2011 modifié relatif à l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), et notamment le 6° de ses articles 9 et 11,

DELIBERE :

Article 1 : Le Conseil d'administration approuve l'adhésion de l'IGN au comité de coordination territorial « Paris-Est Partenaires »

Article 2 : Les actes nécessaires à l'application de la présente délibération seront signés par le directeur général dans le cadre des compétences qui lui sont confiées par le 6° de l'article 11 du décret n°2011-1371 du 27 octobre 2011 et dans la limite des délégations qui lui ont été données par le Conseil d'administration. Ainsi, le directeur général a compétence pour signer notamment la convention cadre constitutive du comité de coordination territoriale.

Article 3 : La présente délibération sera publiée sur le site internet de l'Institut.

Le Président

Signé par :

750B39D0F4C249D...
Frédéric GUEUDAR DELAHAYE